FONDS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX
MODELE DE DOCUMENT DE PROJET

United Nations Peacebuilding

DOCUMENT DE PROJET DU PBF
Longueur : 12 pages maximum (plus page de couverture et annexes)

Pays : Cameroun	
TITRE DU PROJET : Appui à la participation des femmes et des jeunes aux initiatives de consolidation de la paix, de renforcement des mécanismes de cohésion sociale et du vivre ensemble au Cameroun **NUMERO de Projet / portail Gateway du MPTF-O (pour les projets en cours) :**	
Modalité de financement du PBF: ☐ IRF ☒ PRF	**Indiquer si les fonds doivent être déboursés dans un fonds d'affectation spéciale ("Trust fund") (au lieu des comptes des organisations bénéficiaires) :** ☐ Fonds d'affectation spéciale national ☐ Fonds d'affectation spéciale régional **Nom du fonds d'affectation spéciale :**
Liste de l'ensemble des agences bénéficiaires directes des fonds du PBF (en commençant par l'agence chef de file), type d'organisation (ONU, ONG etc.) : UNESCO, ONU Femmes, UNICEF **Autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux) :** Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation civique (MINJEC) Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille (MINPROFF) Ministère des Affaires sociales (MINAS) Ministère des Arts et de la Culture (MINAC) Ministère de la Décentralisation et du Développement local (MINDDEVEL) Ministère de l'Administration territoriale (MINAT) Ministère de la Défense (MINDEF) Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme (CNPBM) Commission de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (CDDR) Conseil National du Communication (CNC) Conseil National de la Jeunesse (CNJC) Organisations de la société civile (OSC) Organisations à base communautaires (OBC)	
Date approximative de démarrage du projet[1]: Novembre 2019 **Durée du projet en mois :[2] 24 mois** Zones géographiques (à l'intérieur du pays) de mise en œuvre du projet : Le projet a une envergure géographique nationale avec un focus sur 30 communes identifiées conjointement avec le Gouvernement dans les 10 régions du Cameroun, avec un focus sur les régions du Nord-Ouest, Sud-Ouest, Extrême-Nord, Est, et Adamaoua. Ces zones de focalisation sont également celles couvertes par les PBF en cours de mise en œuvre et le reste du portefeuille PBF en cours de développement.	

[1] Note: la date de démarrage du projet sera celle du premier versement.
[2] La durée maximum des projets IRF est de 18 mois et PRF de 36 mois.

Le projet relève-t-il d'une des fenêtres de priorité spécifiques du PBF:
☐ Initiative de promotion de l'égalité des sexes
☐ Initiative de promotion des jeunes
☐ Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. désengagement d'une mission de maintien de la paix)
☐ Projet transfrontalier ou régional

Budget total du projet PBF* (par agence bénéficiaire) :
UNESCO (Récipiendaire 1): $ 698 073.98
ONU Femmes (Récipiendaire 2): $ 788 682.02
UNICEF (Récipiendaire 3): $ 513 177.35
Total PBF : $ 1 999 933.35
**Le budget total approuvé et le versement de la deuxième tranche, ou toute tranche supplémentaire, sont soumis à la condition d'être approuvés par PBSO, et à la disponibilité des fonds sur le compte du PBF. L'agence coordinatrice doit démontrer la dépense/engagement d'au moins de 75% de la tranche précédente et la soumission de tous les rapports PBF dus dans la période écoulée.*

Toute autre source de financement destinée au projet (montant et source) :

PBF 1ère tranche (70%):	**PBF 2ème tranche* (30 %):**
UNESCO: $ 488 651.79 ONU Femmes: $ 552 077.41 UNICEF: $ 359 224.15 **Total :** $ 1 399 953.35	UNESCO: $ 209 422.19 ONU Femmes: $ 236 604.61 UNICEF: $ 153 953.21 **Total :** $ 599 980.01

Le projet a pour objectif de renforcer la participation et le rôle des femmes et des jeunes dans les initiatives et les mécanismes de prévention des conflits, de résolution des crises, de la consolidation de la paix, et de la promotion de la culture de la paix et du vivre-ensemble au Cameroun. Il vise par ce biais à renforcer la cohésion sociale au Cameroun par la mise en place de mécanismes d'appui au vivre ensemble, à un meilleur respect des droits humains et de la protection des personnes vulnérables, au développement d'une empathie nationale pour la paix ainsi qu'à la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme. Il s'agit de donner urgemment une réponse aux efforts de consolidation de la paix en cours et initiés par le Cameroun face aux crises qui menacent la paix et la sécurité des personnes et des biens. Au regard du contexte politique récent, marqué par la tenue d'un dialogue national, l'intervention proposée par ce projet se concentre sur la consolidation des relations entre les communautés et la promotion de la paix. La diversité de ces thématiques ainsi que la typologie des détenteurs de droit rendent ce projet innovant et le distinguent des autres interventions.

Résumer le mécanisme de consultation adopté pour formuler le projet préalablement à la soumission à PBSO, y compris (i) via examen / consultation du Comité de pilotage du PBF, le cas échéant, et (ii) avec les communautés cibles et la société civile.

Ce projet a été développé sous leadership du Gouvernement avec l'appui des agences du système des Nations Unies, notamment l'UNESCO, ONU Femmes et l'UNICEF. Il prend en compte les nouveaux développements traduits par les initiatives gouvernementales de promotion de la paix, du dialogue inclusif et du vivre ensemble au Cameroun. En outre, des consultations participatives ont été effectuées avec les parties ci-dessous mentionnées :

- Partie gouvernementale : Services du Premier Ministre, Ministère des Relations Extérieures, Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, Ministères sectoriels (Défense, Jeunesse, Culture, Promotion de la Femme et de la Famille, Décentralisation et Développement local, Affaires sociales).
- Organes, conseils et commissions étatiques : ELECAM, DDR, CNPBM, CNC, CNJC.

- Organisations communautaires et de la société civile: African Women Leaders Network (AWLN), Association des Femmes et Filles de l'Adamaoua - AFFADA, Femmes Artisans de Paix (PAPC), L'Association de Lutte contre les Violences faites aux Femmes - Antenne Extrême Nord (ALVF) , PAYNCoP, Local Youth Corner (LOYOC), Cameroon Youth and Students Forum for Peace, AfricAvenir-G54, Dynamique mondiale des jeunes (DMJ), Accord Parfait ; leaders religieux et traditionnels, Conseil des Imams et Dignitaires Musulmans du Cameroun (CIDIMUC), ACADIR qui regroupe toutes les confessions religieuses du Cameroun (chrétiens, catholiques, protestants, orthodoxes et musulmans), Cercle International pour la promotion de la création (CIPCRE), Women in Alternative Action (WAA),Réseau des jeunes du Cameroun (REJAC), ALDEPA, etc.
- Agences du Système des Nations Unies : RCO, ONU Femmes, UNESCO, UNICEF.
- Partenaires Techniques et Financiers (GIZ, AFD, USAID, JICA, CERDOTOLA, CEIDES,).

Afin de s'assurer de la qualité des données collectées, des consultations régionales avec les parties prenantes susmentionnées ont été organisées dans les localités de Yaoundé, Bertoua, Maroua et Buea.

Degré de contribution à la promotion de l'égalité des sexes[3] : 2
Pourcentage (%) et montant ($) du budget total alloués aux activités directement liées à l'égalité entre les sexes / le renforcement des capacités des femmes : 30% ($599 980.01).

Degré de risque du projet[4] : 1

Sélectionner le domaine de priorité de l'intervention (« focus area ») du PBF résumant au mieux l'objet du projet (choisir un domaine seulement[5]) : 2.3 Prévention/gestion des conflits
Le résultat de l'**UNDAF** auquel le projet contribue : « A l'horizon 2020, les populations (en particulier les groupes vulnérables) des zones cibles sont plus résilientes aux chocs environnementaux, sociaux et économiques ».
L'**objectif de Développement Durable** auquel le projet contribue : 16: Promouvoir le développement de sociétés pacifiques et inclusives pour le développement durable, garantir l'accès de tous à la justice, et mettre en place des institutions efficaces, responsables et inclusives à tous les niveaux.
L'objectif national stratégique auquel le projet contribue : Le projet obéit à l'objectif général n°4 du Document stratégique pour la croissance et l'emploi (DSCE) : renforcer l'unité nationale et consolider la démocratie en promouvant les idéaux de paix, de liberté, de justice, de progrès social et de solidarité nationale.

Type de demande :	**Pour les révisions de projet, sélectionnez tous les changements pertinents et fournir une brève justification à la fin du document :**
Nouveau projet☒ **Révision de projet**☐	**Extension de la durée :**☐Durée additionnelle du projet en mois : **Changement de résultat / sujet :**☐ **Changement de l'allocation budgétaire entre résultats ou augmentation**

[3]**Score 3** pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif principal (minimum 80% du budget total est alloué à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).
Score 2 pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif significatif (minimum 30% du budget qui va à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).
Score 1 pour les projets qui contribuent d'une certaine manière a l'égalité entre les sexes, mais pas de manière significative (moins de 30% du budget total).
[4]0 = risque faible pour la réalisation des résultats
1 = risque moyen pour la réalisation des résultats
2 = risque élevé pour la réalisation des résultats
[5](1.1) Réforme du Secteur de la Sécurité, (1.2) État de droit, (1.3) DDR, (1.4) Dialogue politique
(2.1) Réconciliation nationale ; (2.2) Gouvernance démocratique ; (2.3) Prévention/gestion des conflits
(3.1) Création d'emplois ; (3.2) Accès équitable aux services sociaux
(4.1) Renforcement des capacités nationales de l'État ; (4.2) Prolongement de l'autorité de l'État/de l'administration locale ; (4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix et Secrétariat PBF

	de plus de 15% par catégorie de budget : ☐ **Budget PBF supplémentaire:** ☐ Budget supplémentaire par agence bénéficiaire : **USD** **Brève justification de la révision :** *NB : s'il s'agit d'une révision, indiquer chaque changement du document de projet en rouge ou en MODE RÉVISION. Inclure également un nouveau cadre de résultats et un budget en indiquant clairement les changements apportés. Les parties sans modifications restent les mêmes. De nouvelles signatures seront requises.*

SIGNATURES DU PROJET :

AGENCE RECIPIENDAIRE[6] *Nom du représentant : Khaled Salah* *Signature* [redacted] *Nom de l'agence : UNESCO* *Date et visa : 12.12.2019*	**Représentant du gouvernement national** *Nom : Alamine Ousmane Mey* *Signature :* [redacted] *Titre : Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire* *Date et visa :* 18 DEC 2019
AGENCE RECIPIENDAIRE *Nom du représentant : Jacques Boyer* *Signature* [redacted] *Nom de l'agence : UNICEF* *Date et visa : 12.12.2019*	**Coordonnateur résident** *Nom : Allegra Baiocchi* *Signature* [redacted] *Date et visa : 12.12.2019*
AGENCE RECIPIENDAIRE *Nom du représentant : Hind Jalal* *Signature* [redacted] *Nom de l'agence : ONUFEMMES* *Date et visa : 12.12.2019*	**Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO)** *Nom du représentant :* *Signature* [redacted] Sous-Secrétaire général pour l'appui à la consolidation de la paix *Date et visa :*

[6] Veuillez inclure un bloc de signature dans le tableau pour chaque agence bénéficiaire du projet.

FONDS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX
MODELE DE DOCUMENT DE PROJET

United Nations Peacebuilding

DOCUMENT DE PROJET DU PBF

Longueur : 12 pages maximum (plus page de couverture et annexes)

Pays : Cameroun	
TITRE DU PROJET : Appui à la participation des femmes et des jeunes aux initiatives de consolidation de la paix, de renforcement des mécanismes de cohésion sociale et du vivre ensemble au Cameroun **NUMERO de Projet / portail Gateway du MPTF-O (pour les projets en cours) :**	
Modalité de financement du PBF: ☐ IRF ☒ PRF	**Indiquer si les fonds doivent être déboursés dans un fonds d'affectation spéciale ("Trust fund") (au lieu des comptes des organisations bénéficiaires) :** ☐ Fonds d'affectation spéciale national ☐ Fonds d'affectation spéciale régional **Nom du fonds d'affectation spéciale :**
Liste de l'ensemble des agences bénéficiaires directes des fonds du PBF (en commençant par l'agence chef de file), type d'organisation (ONU, ONG etc.) : UNESCO, ONU Femmes, UNICEF **Autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux) :** Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation civique (MINJEC) Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille (MINPROFF) Ministère des Affaires sociales (MINAS) Ministère des Arts et de la Culture (MINAC) Ministère de la Décentralisation et du Développement local (MINDDEVEL) Ministère de l'Administration territoriale (MINAT) Ministère de la Défense (MINDEF) Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme (CNPBM) Commission de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (CDDR) Conseil National du Communication (CNC) Conseil National de la Jeunesse (CNJC) Organisations de la société civile (OSC) Organisations à base communautaires (OBC)	
Date approximative de démarrage du projet[1]: Novembre 2019 **Durée du projet en mois :[2] 24 mois** Zones géographiques (à l'intérieur du pays) de mise en œuvre du projet : Le projet a une envergure géographique nationale avec un focus sur 30 communes identifiées conjointement avec le Gouvernement dans les 10 régions du Cameroun, avec un focus sur les régions du Nord-Ouest, Sud-Ouest, Extrême-Nord, Est, et Adamaoua. Ces zones de focalisation sont également celles couvertes par les PBF en cours de mise en œuvre et le reste du portefeuille PBF en cours de développement.	

[1] Note: la date de démarrage du projet sera celle du premier versement.
[2] La durée maximum des projets IRF est de 18 mois et PRF de 36 mois.

SIGNATURES DU PROJET :

AGENCE RECIPIENDAIRE[6] *Nom du représentant : Khaled Salah* *Signature* *Nom de l'agence : UNESCO* *Date et visa :*	**Représentant du gouvernement national** *Nom : Alamine Ousmane Mey* *Signature :* *Titre :* **Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire** *Date et visa :*
AGENCE RECIPIENDAIRE *Nom du représentant : Jacques Boyer* *Signature* *Nom de l'agence : UNICEF* *Date et visa :*	**Coordonnateur résident** *Nom : Allegra Baiocchi* *Signature* *Date et visa :*
AGENCE RECIPIENDAIRE *Nom du représentant : Hind Jalal* *Signature* *Nom de l'agence : ONUFEMMES* *Date et visa :*	**Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO)** *Nom du représentant :* *Signature* Sous-Secrétaire général pour l'appui à la consolidation de la paix *Date et visa :*

[6] Veuillez inclure un bloc de signature dans le tableau pour chaque agence bénéficiaire du projet.

I. Contexte de consolidation de la paix et justification de l'appui de PBF (4 pages max)

a) Analyse de conflit et acteurs clés

Contexte/Description de la situation

Le Cameroun est un pays d'Afrique centrale historiquement connu pour son dynamisme économique et pour son rôle de premier plan en matière d'intégration sous régionale (CEMAC-CEEAC). Cependant, ce pays autrefois réputé comme havre de paix fait face depuis 2013 à de multiples défis sécuritaires et humanitaires. Le premier est lié aux conséquences des attaques perpétrées par la secte islamique Boko Haram dans l'Extrême-Nord ; le second ensuite, résulte des effets des crises sociopolitiques dont la République Centrafricaine (RCA) est le théâtre depuis 2003. Le Cameroun étant limitrophe de la RCA, la crise a drainé un flux important de réfugiés dans la région de l'Est et dans la zone septentrionale, mais aussi, favorisé le développement d'une industrie criminelle et des conflits sociaux. Enfin, le troisième plus récent, tient à l'enlisement de la crise sociopolitique dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (NOSO) depuis 2016. Il ressort des analyses et observations de ces différentes perturbations que toutes présentent des caractéristiques à la fois structurelles et conjoncturelles.

Sur le plan structurel : Les crises qui sévissent aujourd'hui au Cameroun trouvent principalement leurs origines dans la qualité de la gouvernance, une répartition jugée inéquitable des richesses, à une gestion mitigée des conflits socioculturels, et au relatif succès de certaines stratégies de consolidation de l'unité nationale et du vivre ensemble. Ces problèmes qui ont pu accentuer la vulnérabilité des populations et leur sentiment de marginalisation apparaissent en règle générale comme des catalyseurs de la violence. Malgré les spécificités de leurs manifestations, les défaillances sus évoquées semblent avoir favorisé l'émergence des crises que connaît le Cameroun :

- **Dans l'Extrême-Nord**, la présence moins marquée de l'Etat au plan institutionnel et infrastructurel, additionnée à une gouvernance approximative a contribué à distancer l'Etat des administrés. Ceci a eu des conséquences dramatiques sur les plans sociaux et économiques (faible niveau de scolarisation, délinquance juvénile, absence d'opportunités économiques etc.). Cette région est officiellement considérée comme la plus pauvre du pays.

- **Dans la région de l'Est**, la crise en Centrafrique a donné lieu à un afflux de réfugiés (217 000 en 2017 à 245 000 en 2018 recensés à l'Est et au Nord). Pour certains observateurs, une meilleure anticipation et gestion de ces flux aurait permis d'éviter des conflits entre réfugiés et populations autochtones, et des pressions supplémentaires sur les ressources d'une région classée parmi les plus pauvres du pays.

- **Dans le NOSO**, des défaillances en matière de gouvernance et la perception d'une trop grande centralisation du pouvoir, ont donné l'impression aux populations de ces régions qu'elles étaient victimes d'une forme de marginalisation ciblée. Cela a engendré des frustrations dont les manifestations visibles se concentraient sur des revendications pour une meilleure prise en compte d'une identité considérée comme « spécifique » par les populations originaires de ces régions. C'est cette reconnaissance qui motiva les grèves d'enseignants et d'avocats, avant de faire l'objet de récupération politique par des groupes d'individus non identifiés aux ambitions sécessionnistes.

Sur le plan conjoncturel : Le pays connait trois crises qui se succèdent et se juxtaposent les unes aux autres sur son territoire et qui menacent la paix et la sécurité des personnes et des biens :

Dans la région de l'Extrême-Nord: Depuis 2013, la situation humanitaire s'est significativement aggravée du fait des exactions de la secte terroriste Boko Haram. A ce jour, l'impact sécuritaire de la crise relative à Boko Haram se manifeste dans les régions de l'Extrême-Nord (surtout les départements du Mayo Tsanaga, Mayo Sava, et Logone et Chari) par des attaques sporadiques contre l'armée et des attentats suicides, tels que des prises d'otages et des meurtres. Les populations civiles subissent de graves atteintes

à leurs droits et à leur intégrité physique. La crise sécuritaire à l'Extrême-Nord a entravé l'accès des populations aux services sociaux de base, la fermeture des écoles dans cette zone depuis la même période, la réduction d'environ 15% de la superficie des terres cultivées. La région de l'Extrême Nord est impactée par la présence d'environ 102 000 réfugiés Nigérians et d'environ 246 000 Personnes Déplacés Internes (UNHCR mars 2019).

Dans les régions de l'Est, Adamaoua et Nord : Depuis 2013, ces régions sont les principales destinations des populations centrafricaines contraintes à l'exil à cause de la situation d'instabilité et d'insécurité que connaît leur pays depuis 2003. En mars 2019, le nombre total de réfugiés Centrafricains au Cameroun était estimé à 278 884 personnes. La crise en RCA et l'afflux de réfugiés a des conséquences importantes au plan humanitaire, sécuritaire (incursions des groupes armés), social (pressions sur les ressources déjà limitées des communautés d'accueil), économique (paralysie des activités comme celle des transporteurs). L'offre des services sociaux de base dans la région de l'Est n'a pas pu répondre à toute la demande de la population endogène exacerbant par la même occasion la précarité existante.

Dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest :
La création de divers groupes armés séparatistes a exacerbé la violence dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest. Depuis septembre 2017, cette insurrection a fait plus de 400 victimes dans la population civile, plus de 200 morts parmi les forces de l'ordre (armée, gendarmerie et police) et un nombre inconnu de morts parmi les sécessionnistes[7]. Les actes de violence commis incluant la torture, les exécutions extrajudiciaires, le kidnapping et l'assassinat, la fermeture des écoles, l'agression des élèves se rendant à leurs cours, l'incendie des hôpitaux et la calcination des malades s'y trouvant, la destruction de bâtiments publics, de moyens de productions et des maisons de particuliers. Pour émettre des pistes de solution consensuelle visant à faire cesser ces exactions et ramener progressivement la paix, un dialogue national inclusif réclamé par les partenaires internationaux, la classe politique, la société civile, les leaders anglophones et d'autres parties prenantes nationales et étrangères s'est finalement tenu du 30 septembre au 04 octobre 2019. Les propositions issues des 8 commissions constituées pour ce Grand Dialogue National (GDN) portaient sur plusieurs thématiques en lien avec les objectifs du projet. Plus précisément, celles sur le bilinguisme, la diversité culturelle, le multiculturalisme et la cohésion sociale et celles sur le système éducatif, étaient orientées vers l'amélioration de la pratique du bilinguisme, l'enracinement de la diversité culturelle, l'adoption de lois spécifiques, l'adaptation du système éducatif.

Dans sa déclaration du 6 mai 2019 à Genève après sa visite au Cameroun, la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Madame Michelle Bachelet, s'est félicitée de la volonté du gouvernement de collaborer avec le Bureau des droits de l'homme des Nations Unies et le reste de l'ONU pour chercher des solutions efficaces aux principales crises humanitaires et des droits humains provoqués par les graves troubles et violences qui se produisent dans l'ouest et le nord du pays.

Elle a précisé qu'il faut des mesures importantes de la part du gouvernement et un soutien substantiel et soutenu de la communauté internationale - y compris de nous à l'ONU pour relever les défis qui sont immenses dans ce contexte impliquant une dizaine de mouvements séparatistes ou plus dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest qui risque de devenir complètement incontrôlable si des mesures sérieuses ne sont pas prises pour réduire les tensions et rétablir la confiance. Il faut également s'attaquer aux causes profondes et aux griefs sous-jacents si l'on veut rétablir la stabilité à long terme dans un pays qui était jusqu'il y a quelques années des plus sédentaires et des plus pacifiques de la région ».

[7] http://www.banquemondiale.org/fr/country/cameroon/overview.

Analyse de conflit

En marge des crises sécuritaires, des conflits d'ordre intercommunautaires sous fond de tribalisme, de menaces sur la cohabitation inter-ethnique et de xénophobie se sont révélés, mettant ainsi en avant le besoin urgent de renforcer les mécanismes, valeurs et attitudes nécessaires pour promouvoir la paix et le développement durable, notamment par l'éducation à la paix, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable (ODD 4.7.). Une cible qui reprend la lettre et l'esprit des résolutions sur la pérennisation de la paix pour ce qui concerne l'égalité des sexes et la contribution des femmes et des jeunes à la paix. Il est indispensable, eu égard à la situation décrite, d'assurer une interaction harmonieuse et un vouloir vivre ensemble de personnes et de groupes aux identités culturelles à la fois plurielles, variées et dynamiques.

Il y a donc un besoin de renforcer la résilience des femmes et des jeunes et des acteurs des droits de l'homme au Cameroun aux violences et marginalisations, et les éléments qui alimentent ces phénomènes nocifs à la paix, à travers des valeurs, des attitudes et des comportements qui favorisent la capacité à prendre des mesures contre l'intolérance culturelle et sociale. Bien au-delà, la présentation des conflits qui secouent certaines régions du Cameroun sociétés requièrent que ces régions soient plus pacifiques et inclusives afin de réduire nettement toutes les formes de violence et les taux de mortalité qui y sont associés (ODD 16.1).

En effet, des conséquences directes se sont fait ressentir sur l'économie et la paix sociale. Déjà au ralentie avec la chute des cours du pétrole, le tissu économique s'est davantage dégradé avec le ralentissement des activités des entreprises, notamment les plus importantes du pays, situées en zone anglophone en conflit telles que la *Cameroon Development Corporation* - CDC (2ème employeur après l'Etat, fonctionnant à 15%) et la Société Nationale de Raffinage (SONARA), principal fournisseur de produits pétroliers dans la sous-région ravagée par un incendie. A cela, il convient d'ajouter la dérégulation des activités commerciales au niveau interne et tout au long des espaces frontaliers principalement provoquée par les attaques de la secte islamique Boko Haram, la montée de la criminalité et leur impact sur la cohésion entre les communautés. Ces tensions sont exacerbées par la crise sécuritaire et humanitaire qui oppose les forces de défense et sécurité à la secte islamique Boko Haram à l'Extrême-Nord et aux groupes sécessionnistes radicaux anglophones dans le Nord-Ouest et Sud-Ouest.

Dans **l'Extrême-Nord (et au Nord-Cameroun en général)**, la violence extrémiste de nature islamique tire ses causes profondes dans l'histoire des dynamiques culturelles, sociopolitiques et économiques de la région. Le positionnement géostratégique spécifique de cette région, à la lisière de plusieurs foyers de conflits chroniques intercommunautaires et de poches de marginalité, a créé un terreau propice à l'implantation de Boko Haram. C'est ainsi qu'elle s'y est déployée à partir de 2009 dans un espace traumatisé par le phénomène des « coupeurs de route » et des prises d'otages. Son mode opératoire consistait en des attaques épisodiques sur les postes frontaliers de gendarmerie et de police dès 2012, des incursions, de replis tactiques et d'approvisionnement sur fond d'enlèvements à partir de 2013 et les attaques frontales sur les cibles militaires et les populations civiles en 2014. Lesdites attaques s'accompagnaient d'assassinats ciblés de chefs traditionnels, d'enlèvements d'enfants, ainsi que de messages de menaces à destination des populations. Malgré, la diminution des capacités de nuisance de ce groupe extrémiste, il convient de souligner que les paramètres qui ont favorisé son enracinement n'ont pas totalement disparu, la région demeure la plus pauvre du Cameroun, avec 74 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté contre 37,5 % au niveau national. Sur le plan éducatif le taux d'alphabétisation des individus de 15 ans ou plus est de 40,1% dans l'Extrême-Nord contre 74,3% en moyenne nationale. Le taux de scolarisation des enfants de 6-11 ans est de 63,0% contre 85,1% en moyenne nationale ; le taux d'utilisation de l'électricité est de 21,4% contre 62,1% en moyenne nationale. Sans véritable instruction, ni formation professionnelle, les jeunes originaires de la région vivant en dehors des opportunités d'emploi et d'épanouissement, ont été plus exposés aux sirènes de la radicalisation et de l'instrumentalisation.

Toutefois, il faut dire que dans ce territoire marqué par une forte prévalence de cultures et coutumes conservatrices, ainsi que par une présence significative de la composante musulmane connu pour être très

patriarcale, les femmes sont sans doute la catégorie sociale qui a été la plus touchée par les exactions de Boko Haram. Les attaques perpétrées par cette secte, l'État islamique d'Afrique de l'Ouest (ISWA) ainsi que, les flux de réfugiés centrafricains ont accentué à un niveau critique, leur degré de vulnérabilité. Elles et les jeunes filles déplacées ont été exposées aux mariages précoces et parfois forcés, aux violences physiques (viols) et à une participation au conflit en qualité d'informatrices, formatrices ou recruteuses.

Dans **les zones anglophones du Nord-Ouest et Sud-Ouest**, la situation n'est pas plus reluisante. La confrontation qui a lieu jusqu'à ce jour, entre l'armée nationale et une dizaine de groupes armés (*Ambazonia Defence Forces, Southerns Cameroons Defence Forces, Manyu Tigers, Red Dragons* etc.) tire en réalité ses origines de revendications postcoloniales faites par une partie des ressortissants de ces zones sur la configuration fédérale de l'Etat à défaut d'une indépendance. Ce sont les défenseurs de ce courant, opposants en exil, ou non qui semblent avoir été à la manœuvre pour faire basculer les revendications corporatistes des avocats et enseignants pour une meilleure prise en compte de leurs spécificités anglaises, en revendications indépendantistes. Les appels au calme et au dialogue émis par la société civile et la communauté internationale ou encore, les injonctions au dépôt des armes faites par le pouvoir central, n'ont pas pu empêcher l'enlisement de la crise. L'on a rapidement assisté à une escalade de la violence traduite par une militarisation renforcée des deux camps antagonistes. Comme l'on peut s'en douter, cela a eu des répercussions tragiques sur tous les plans, en particulier social auprès des femmes et des jeunes. En effet, lorsqu'ils n'étaient pas contraints de collaborer avec les groupes extrémistes, notamment, en servant d'informateurs, de soutiens financiers ou encore en respectant les injonctions (ville morte, boycott des services publics etc.), ils arrivaient qu'ils soient partie prenante à la lutte armée. Des vidéos de propagande et d'exactions les plus atroces postées sur la toile récemment mettent encore en scène des jeunes filles et garçons dont l'expression faciale révèle une emprise aux substances psychotropes et/ou un lavage de cerveau, au regard de la gravité des actes et des propos mis en exergue.

Des défenseurs des droits de l'Homme, organisations non gouvernementales internationales et nationales ont rapporté des allégations de violations de droits humains plus systématiques par les parties prenantes aux conflits armés. Que ce soit du côté des groupes radicaux ou des forces de sécurité, de nombreuses exactions semblent avoir été commises, notamment à l'endroit des civils. Parmi les pratiques utilisées par les groupes séparatistes, l'on a recensé des embuscades contre l'armée, l'utilisation d'engins explosifs, des assassinats, des mutilations, des enlèvements pour cibler les responsables gouvernementaux, les soldats, chefs tribaux, étudiants et enseignants. Comme mesures de rétorsion, l'on a imputé aux Forces de Défense et Sécurité et à d'autres agents de l'Etat, des enlèvements à titre de mesure punitive, des détentions au secret, des exécutions extrajudiciaires, la torture et même la politique de la terre brûlée contre les sécessionnistes. Les jeunes et les femmes constituent les catégories les plus touchées. Selon l'EDSC 2014, 31% des femmes ont subi des violences physiques, 14% des violences sexuelles, 47% violences émotionnelles, 36% de filles sont engagées dans une union avant 18 ans. Dans ces régions, l'intensification du conflit a provoqué des déplacements de population, faisant des femmes et des filles l'un des groupes à haut risque en termes de protection et fragilisant de ce fait la cellule familiale et la cohésion communautaire dont la femme constitue le principal acteur. L'évaluation rapide inter-agence multisectorielle (UNFPA-UNWOMEN, IRC) des besoins menés en mars 2018 a révélé une augmentation du nombre de grossesses précoces, de pratiques de sexe pour la survie et d'agressions sexuelles, indiquant la prévalence de la violence sexiste.

Avant la relative accalmie que l'on observe aujourd'hui, l'on recensait au moins 1850 personnes mortes depuis septembre 2017, 170 villages détruits selon ICG, environ 536 000 personnes déplacés internes et 39 000 personnes réfugiées au Nigéria selon le HCR. En raison de l'insécurité, les jeunes scolarisés, enfants et étudiants de ces régions n'ont pas pu suivent convenablement leurs études de peur d'être tués pendant au moins deux ans. La crise a également fragilisé la quasi-totalité du secteur économique (agro-industrie, commerce, télécommunication, agriculture, vente produits pétroliers), des pertes à hauteur de 470 millions de dollars et 13 000 emplois perdus dans l'agriculture, selon le GICAM, principal groupe patronal du pays. Ceci a entrainé une crise alimentaire, l'impossibilité de cultiver, le manque d'eau, la dislocation des familles pour les besoins de survie et d'alimentation etc. En renforçant les capacités des responsables des politiques, des forces de maintien de l'ordre, des éducateurs, des leaders traditionnels

ainsi que les jeunes et les femmes, le projet donnera aux acteurs les moyens de participer à la société en tant qu'agents du changement constructifs et responsables sur le plan éthique, soutenant la justice et des institutions solides. Ces efforts renforceront également la résilience de la société actuellement en crise face à la violence en favorisant un sentiment positif d'identité et d'appartenance.

Face à ces drames, le Cameroun a pu bénéficier de l'appui et du soutien de nombreux pays africains et étrangers tels que la France, la Suisse et les Etats-Unis. L'assistance la plus significative est quant à elle venue de plusieurs types d'organismes. A l'Extrême-Nord par exemple, l'UA et la CEEAC, ont eu à apporter un soutien militaire et financier aux forces d'opération, tandis que UNHCH, FAO, PAM, UNICEF, UNFPA et des ONG humanitaires (MSF, ACF, Croix Rouge, Public Concern, Secours Catholique, Caritas, etc.) fournissent une assistance d'urgence aux réfugiés et déplacés internes qui ont fui les attaques meurtrières de Boko Haram. Les agences de développement (AFP, GIZ, USAID) et le PNUD accompagnent quant à eux les projets portés par les organisations de la société civile locale et internationale pour renforcer la résilience communautaire, prévenir l'extrémisme violent et relancer le développement durable dans l'Extrême-Nord. Plus de 42 organisations pilotant environ 156 projets (OCHA, février 2017) participent avec les structures gouvernementales à relever les défis humanitaires et socio-économiques dans l'Extrême-Nord mais aussi à l'Est du pays. Dans le NOSO, également, certains de ces organismes (OCHA, UNDSS), les missions des agences spécialisées des Nations unies (UNICEF, UNFPA, ONUFEMMES) et les missions des ONG nationales (LUKMEF Cameroon, RUWDEC Cameroon, IVFCAM, EDUCAM etc.) et internationales (Médecins Sans Frontières, Plan International, Afrique solidarité Suisse, Respect Cameroun, etc.) apportent aussi une assistance particulière aux populations impactées. Les Nations Unies ont appuyé les différentes initiatives de retour à la normalisation, à l'accès aux services sociaux de base, à la paix et la cohésion sociale en fournissant l'accès à une éducation de qualité, un soutien psychologique aux enfants touchés par le conflit dans les régions du NOSO ainsi que l'appui de la jeunesse pour leur permettre d'être partie prenante et acteurs dans le processus de paix, de réconciliation, de cohésion sociale et le Vivre Ensemble au Cameroun à travers le PAYNCoP (Panafrican Youth Network for a Culture of Peace/Antenne nationale), le Conseil National de la Jeunesse et bien d'autres organisations de jeunesse ci haut référencées.

Il convient d'ajouter que malgré des résultats jugés mitigés, les interventions ayant pour objectifs, la réduction des menaces extrémistes, l'assistance aux populations affectées et la consolidation de la paix, ont bénéficié du concours d'acteurs publics et privés. Dans le grand Nord-Cameroun, les mesures prises par l'Etat se sont additionnées à celles d'organismes de la société civile et étrangers, qui mettaient en avant l'approche de la sécurité humaine pour faire face aux agressions et les prévenir. La formule retenue a été de travailler avec toutes les parties impliquées et/ou affectées, en particulier les groupes les plus vulnérables tels que les jeunes et les femmes. C'est ainsi que, des jeunes sensibilisés et formés ont pu mettre sur pieds des comités de vigilance et des groupes d'autodéfense en soutien aux actions des forces de défense et des autorités administratives. Les femmes quant à elles ont aussi pu s'impliquer et bénéficier d'un encadrement, notamment, d'OSC comme Women in development, en vue de renforcer l'estime de soi de leurs enfants et les apprendre les principes de la paix. D'autres organisations à l'instar de REPAIR (Rebuilding Peace through Actions with Inclusive Reach) ont tracé le chemin pour le dialogue et la compréhension au sein de divers groupes (religieux/ethniques) et outiller les jeunes, piliers de la paix sur la prévention de l'extrémisme violent. Elles se sont également mobilisées dans le cadre du projet de paix de l'Association Rayon de soleil, en collaboration avec le Conseil national de la jeunesse au Niger, et ont rassemblé 500 jeunes en vue de partager des informations concernant l'extrémisme violent et le rôle positif des jeunes. Ce projet en a suscité d'autres menés par des jeunes au Cameroun, conçus pour prévenir l'extrémisme violent. On y dénombre Actions for Change Cameroun, No to Terror, Stand for Peace, et la Coalition of Organizations Against Terrorism in the Far North. Dans le NOSO, l'implication des jeunes et des femmes dans le processus de paix se fait avec moins d'enthousiasme et de volonté. À côté des pesanteurs socioculturelles qui accentuent les inégalités homme/femme, dues au conservatisme et à une forte organisation traditionnelle de la société qui place l'homme comme le « pater familias alpha et omega », la faible présence des jeunes et des femmes dans les secteurs d'activité d'influence avant la crise et leurs liens supposés avec les sécessionnistes, ne favorisent pas leur participation dans les cadres aménagés pour sa résolution d'autant plus que les rapports entre les représentants de l'Etat et ces catégories sociales demeurent obstrués par une perception suspicieuse qui découle des soupçons de

connivence avec le camp ennemi. Face à l'absence de passerelles de dialogue inclusif et à l'échec des initiatives de rapprochement ou de négociation, les OSC locales et internationales ont multiplié les appels pour une prise de conscience responsable de la situation. Elles ont de ce fait joué un très grand rôle de sensibilisation pour le rapprochement des parties en conflit, ce qui a contribué au lancement d'un grand dialogue national auquel certaines ont pu émettre des propositions de sortie de crise.

Les conclusions de ce Grand Dialogue National, qui incluait les jeunes à travers la présence du Conseil National de la Jeunesse du Cameroun à la vice-présidence, ont défini des politiques en faveur de la promotion de la diversité et de la tolérance qui ont particulièrement eu un écho. Malgré, le fait que ces crises, la conjoncture socioéconomique et l'afflux de réfugiés ont d'une part ravivé d'anciens conflits intercommunautaires et d'autre part, créer une forme d'intolérance, de rejet à l'égard des étrangers, considérés comme principaux responsables de l'explosion de la criminalité. Au NOSO, malgré la cohabitation de plusieurs ethnies à la culture parfois différente, le sentiment d'appartenance plus marquée à une « communauté anglophone » prévaut. Dans le contexte actuel empreint de crises socio-politique et sécuritaire, l'on observe par exemple dans les médias traditionnels et les nouveaux médias (notamment les médias sociaux), une croissance des discours haineux et manipulatoire qui sont antinomiques du dialogue, des messages et images mettant en exergue la discrimination, malveillance ou les intolérances entre les groupes ethniques et des propos incitant à la violence. Comme conséquence de ce qui précède, l'intolérance et la stigmatisation prennent des proportions assez alarmantes. La crise qui sévit à entre-autre permis de se rendre compte que des efforts supplémentaires devraient être fait, pour promouvoir un rapprochement plus étroit aux autres communautés culturelles et un partage des valeurs et savoirs considérés comme spécifiques aux autochtones anglophones. C'est dans cette dernière logique que s'inscrivent les conclusions du Grand Dialogue National, organisé pour trouver une solution au conflit. Il en ressort que le bilinguisme, la promotion de la diversité culturelle à travers une réforme en profondeur du système éducatif seront désormais au centre des politiques publiques nationales. Cependant, ces nouvelles orientations ne pourront prospérer que si toutes les composantes sociales sont impliquées sans exclusion dans leur mise en œuvre. L'engagement des politiques à arriver à cette fin pourrait commencer par des réformes visant une réelle participation des jeunes et des femmes dans les principales réponses institutionnelles apportées, par exemple au sein de la Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme (CNPBM) et surtout de la Commission de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (CDDR).

La jeunesse camerounaise est le Dividende Démographique et le public cible première à impliquer et sur lequel s'appuyer pour construire une paix durable et cohésion sociale réussie à moyen terme. Ce processus est initié déjà par différentes initiatives en cours menées par les agences du système de Nations Unies au Cameroun en étroite collaboration avec divers partenaires du gouvernement, de la société civile et des partenaires bilatéraux et multilatéraux à travers une plateforme nationale PPJC.

Il y'a urgence de répondre à certaines préoccupations des populations dans le cadre de la promotion du multiculturalisme et du bilinguisme afin d'atténuer le sentiment de marginalisation partagé par une importante partie des populations d'expression anglophone. Celles-ci revendiquent une utilisation plus équitable du français et de l'anglais dans les institutions étatiques, mais aussi une meilleure considération de l'héritage culturel (système éducatif, règles de droit, etc.) propres aux populations jadis sous tutelle britannique par une administration essentiellement francophone jugée peu respectueuse de leurs spécificités sociolinguistiques et culturelles. Pour répondre à ces préoccupations, le gouvernement du Cameroun a mis sur pied la commission nationale du bilinguisme et du multiculturalisme créée en 2016 aux lendemains de revendications corporatistes anglophones (Enseignants et Avocat).

Les acteurs clés

Acteurs	Problèmes/Besoins	Positions/Intérêts	Opportunité
Acteurs gouvernementaux	Accompagnement dans la mise en œuvre des résolutions du dialogue national sur la crise dans les régions anglophones et de la consolidation de la paix dans les autres régions.	Le gouvernement a initié des mécanismes et créé des structures en réponse aux crises et visant à rétablir des conditions de normalité dans les domaines sécuritaire, politique et/ou économique. La réponse du gouvernement face aux crises a pris différentes formes, incluant la réponse sécuritaire, le traitement des conséquences – sur le plan humanitaire notamment – et le maintien et la consolidation de la paix dans des environnements post-conflictuels. L'initiative la plus récente est l'organisation d'un dialogue national.	Mise en œuvre des recommandations du dialogue national avec des points sur la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme et sur la décentralisation. Présence opérationnelle sur le terrain.
Collectivités territoriales décentralisées	Les administrations locales décentralisées sont responsables de la quiétude, de la paix et de la justice sociale au niveau local.	Leur intérêt réside dans la bonne gouvernance pour éviter le mécontentement des communautés, en particulier la marginalisation des certaines couches de population. Les administrations locales sont potentielles actrices dans les règlements de conflits qui renforcent la participation des jeunes et des femmes dans les initiatives locales et communautaires.	Existence des recommandations en lien avec la décentralisation et avec le dialogue national. L'existence des plans communaux de développement pour lesquels le projet envisage, en guise de stratégie de durabilité, d'apporter des révisions, en prenant en compte la place des jeunes et des femmes dans la médiation et la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme.
Autorités administratives déconcentrées	Compréhension et tutelle des activités de protection et de stabilisation des communautés.	Sécurisation des personnes et de leurs droits. Appui aux mécanismes de consolidation de la paix dans les domaines sectoriels respectifs.	Accompagnements administratifs des partenaires. Existence des structures et centres dédiés aux jeunes et aux femmes (Centres multifonctionnels de promotion de la jeunesse – Centres de promotion des femmes et de la famille).
Commission nationale du bilinguisme et du multiculturalisme – CNBPM	Non-implication du niveau départemental et municipal dans le travail de la commission du bilinguisme. Manque d'engagement et d'inclusion des communautés du NO/SO. Non-respect des diversités culturelles et linguistiques dans la réalité quotidienne. Discours de haine de part et d'autre. Ignorance des réalités de terrain.	La Commission a trois missions essentielles : (i) maintenir la paix; (ii) consolider l'unité du pays; (iii) et renforcer la volonté et la pratique du vivre ensemble.	En plus d'être au cœur de la requête du Premier Ministre, la question du bilinguisme et du multiculturalisme a fait l'objet des discussions de la première commission du dialogue national, avec des recommandations. Possibilité d'accompagner cette initiative et d'apporter un soutien à la CNBPM, créée en 2017, après le début de la NO/SO crise.
Jeunes	La faible présence des jeunes dans les mécanismes et dynamiques de consolidation de la paix. La manipulation des jeunes (en communauté et en ligne) dans les différents conflits.	La participation et la représentation des jeunes dans les mécanismes/instances de prévention et de gestion des conflits diminueront la violence sous toutes ses formes en réduisant l'influence des manipulateurs contre la paix et accroîtront en opposition les capacités citoyennes des jeunes à promouvoir des messages de paix, de cohabitation pacifique entre les communautés et de cohésion sociale.	Existence d'un conseil national de la jeunesse (au niveau national, régional, départemental et communal) et des associations des jeunes. Possibilité pour les jeunes et associations des jeunes de jouer un rôle important dans le processus de consolidation de la paix en s'impliquant dans les campagnes d'information sur le règlement pacifique de conflits et de promotion du bilinguisme et du multiculturalisme.
Femmes	La faible prise en compte des femmes dans les mécanismes de prise de décisions ne permet pas la capitalisation de leurs expériences et contributions surtout en matière de prévention et gestion des conflits. Les stéréotypes qui favorisent l'exclusion femmes sont ancrés dans les normes et rôles traditionnels.	Renforcer la participation des femmes en tant qu'actrices et bénéficiaires du processus de paix, de sécurité et de relèvement, afin de bâtir des communautés pacifiques et respecter la diversité des peuples et des cultures du Cameroun. Renforcer le potentiel des femmes afin qu'elles bénéficient des dividendes de la paix en vue de leur relèvement et leur autonomisation et d'initier des changements visant l'amélioration des droits des femmes au Cameroun.	Rôle catalytique potentiel des femmes dans la médiation en communauté et résolution du conflit. Capitaliser sur l'existence d'un réseau des femmes médiatrices de la paix, formées par ONU Femmes dans toutes les régions de Cameroun. Nécessité d'appuyer la CNBPM en renforçant les mécanismes institutionnels pour la collecte des données quantitatives et qualitatives sur la prise en compte du genre dans le domaine de la paix, la sécurité, la prévention et la résolution des conflits. Renforcer la mise en œuvre des droits de l'homme en particuliers les violences subies par les femmes et les jeunes filles pendant les périodes de conflit.

Acteurs	Problèmes/Besoins	Positions/Intérêts	Opportunité
Leaders religieux	Compréhension de la dynamique du projet pour faciliter le plaidoyer.	Interlocuteurs privilégiés avec les bénéficiaires. Ils occupent une position centrale dans la résolution des conflits en leur qualité de leaders de masse, mieux écoutés.	Canal de communication plus large (mosquées, églises).
Leaders traditionnels	Compréhension de la dynamique du projet pour faciliter le plaidoyer. Les chefs traditionnels sont les dépositaires de la tradition, des us et coutumes.	Les leaders traditionnels, en tant que leaders des groupes ethnoculturels, sont au cœur de la dynamique de diffusion des idéaux inhérents à la tolérance, au respect des autres communautés et à la promotion du multiculturalisme. Ils sont les premiers concernés par la cohésion sociale au sein des communautés dont ils ont la charge et ils ont un intérêt à éviter la marginalisation d'une couche sociale, notamment les jeunes et les femmes qui constituent la force productive au sein de la population, tout autant que les vieux jouent un rôle de dispensateur de la sagesse africaine, en particulier la solidarité. Dans ces conditions, les chefs traditionnels, très écoutés par la population, sont potentiellement actifs et influents au processus de prise de décision sur toutes les questions touchant à la vie de la communauté.	Canal de communication traditionnel de proximité. Existence d'espace de soutien et de cohésion communautaires (chefferies).
Organisations de la société civile (OSC)	Formation, implication dans le processus de gestion. Formation sur les bonnes pratiques en cohésion sociale.	Observateurs de la société. Ils jouent un rôle capital dans le règlement des conflits en sensibilisant les communautés à la cohésion sociale et à la gestion pacifique des conflits.	Partenaires d'implémentation. Fort potentiel de persuasion et une capacité de motivation de la communauté autour des actions qui favorisent une paix durable.
Organisations communautaires de base (OBC)	Formation sur les bonnes pratiques en cohésion sociale.	Appropriation du processus du paix pour sa pérennisation.	Partenaires d'implémentation.
Forces de sécurité (FDS)	L'intervention des FDS visent à réinstaurer l'ordre social perturbé, ce qui implique leur présence comme acteurs dans les conflits.	Sécurisation des personnes et des biens.	Formation aux bonnes pratiques dans l'intervention humanitaire et la protection. Les FDS sont formés afin de mieux gérer les écarts et abus préjudiciables à la cohésion sociale auxquels la population civile – surtout les jeunes et les femmes – a été soumise en situations de conflit.
Les médias	Un régime non écrit de tolérance administrative gouverne la création et le fonctionnement des organes de diffusion médiatique au Cameroun. Par conséquent de nombreuses chaines de radio et de télévision se créent et diffusent sans véritable contrôle à différentes échelles (locales, régionale, nationale) à travers le pays. Les contenus diffusés sont très souvent le fruit d'un manque de formation, ou de la précarité des acteurs de ces médias ou tout simplement de leur faible accès aux informations de qualité. Conséquence, beaucoup de médias abusent de la liberté d'expression, en excellant dans l'injure, la diffamation, l'incitation à la haine et à la violence, les commentaires tendancieux, la manipulation des consciences	Ils sont des vecteurs de l'information des populations notamment au niveau communautaire. les populations qui quelques fois n'ont qu'eux (les médias comme source d'information). Ils ont intérêt à garder leur crédibilité auprès des populations auditrices et doivent jouer un rôle dans la diffusion des messages en lien avec la prévention des conflits et la consolidation de la paix	Existence d'un vaste réseau de radios communautaire, de réseaux des professionnels des médias (médias classiques et médias en ligne), ainsi que d'organes de régulation de ceux-ci. Existence de ressources humaines qualifiées, disponibles et collaboratives pour le renforcement des capacités des médias sur des thématiques variées.

b) Cadres stratégiques du Gouvernement et des Nations Unies

En ce qui concerne **les cadres stratégiques du Gouvernement**, le projet est aligné sur la « Vision 2035 », inscrite dans le Document Stratégique pour la Croissance et l'Emploi (DSCE)d qui fait de la paix et de la sécurité un des piliers du développement du pays (« une nation unie, solidaire et jouissant d'un environnement de paix et de sécurité »). Le renforcement de l'unité nationale et la consolidation de la démocratie en promouvant les idéaux de paix, de liberté, de justice, de progrès social et de solidarité nationale sont en effet des objectifs clés de ce document programmatique.

Le projet cadre par ailleurs avec la Stratégie de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCP) au Cameroun pour les régions de l'Extrême Nord et de l'Est, pour la période 2018–2022. Il s'inscrit en outre dans le cadre des priorités thématiques définies par le gouvernement pour la consolidation de la paix notamment la décentralisation, le processus de démobilisation, de désarmement et de réintégration et la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme. Il sera donc un appui important pour la CNPBM mise sur pied par le gouvernement en réponse à la crise dans le NOSO, et dont le but est de maintenir la paix, consolider l'unité du pays, et renforcer la volonté et la pratique quotidienne du vivre ensemble de ses populations. **L'appropriation nationale** de projet a été affirmée par le Premier Ministre Joseph Dion Ngute qui, dans la correspondance avec le Représentant Spécial du Secrétaire Général pour l'Afrique Centrale exprimant le désir de voir le Cameroun accéder au PBF, a par ailleurs précisé que ces fonds pourraient appuyer certaines initiatives internes de consolidation de la paix et du vivre ensemble dans les domaines de la décentralisation, de la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme, et à la mise en œuvre du programme national de désarmement, de démobilisation et de réintégration.

Quant aux **cadres stratégiques des Nations Unies**, en lien avec les initiatives de consolidation de la paix, le projet contribuera à la mise en œuvre (i) de l'objectif de développement durable 16 (ODD 16) ; (ii) des Résolutions 1325, 2250 et 2419 du Conseil de Sécurité des Nations Unies (jeunes, femmes, paix et sécurité). Le projet mettra aussi en œuvre des mesures concrètes guidées par certaines recommandations du plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent du Secrétaire Général des Nations Unies, notamment : (i) le dialogue et la prévention ; (ii) l'implication des populations ; (iii) la mobilisation des jeunes (iv) la communication stratégique (internet, réseaux sociaux).

L'intervention est alignée au cadre de programmation pays du système des Nations Unies qui soutient les réformes politiques et institutionnelles pour renforcer la consolidation de la paix, la prévention des conflits et le maintien de la cohésion sociale. L'effet 4.1. du Pilier 4. de l'UNDAF met un accent sur la capacité des communautés, notamment en crise à faire face aux chocs sociaux, économiques et environnementaux. Le présent projet s'inscrit en tant que contribution majeure aux indicateurs de cet effet.

Le projet va s'appuyer sur les recommandations issues du dialogue national au Cameroun, tenu du 30 septembre au 4 octobre 2019, convoqué par le Président Paul Biya pour tenter de mettre un terme au conflit dans les deux régions anglophones du pays. Le dialogue s'est appuyé sur huit grandes commissions, dont la première portait sur le bilinguisme, diversité culturelle et cohésion sociale, un des point clé de la requête du Cameroun transmise à PBF par le Premier Ministre. Les premières conclusions du dialogue préconisent des solutions pour **encourager la promotion des multiples identités du Cameroun, ainsi que la promotion des langues nationales, en vue de réduire les replis identitaires et le communautarisme et ainsi promouvoir la cohésion sociale.** Ce projet a conscience des différents autres efforts de dialogue entrepris au Cameroun, notamment les efforts diplomatiques entre les parties en conflits à l'instar de l'offre de médiation de la Suisse (*track I*), ceux des élites de la société civile (*track II* – on peut citer la Conférence générale anglophone initiée par une association de divers leaders religieux), et ceux des communautés (*track III*). En prenant en compte les **enseignements pertinents** de ces initiatives, le projet se positionne comme un appui au Cameroun en vue de catalyser et **promouvoir le multiculturalisme au service au dialogue entre les groupes sociaux et les cultures, au respect et à la compréhension mutuelle.**

En termes **d'effet catalytique et de réponses complémentaires**, outre l'objectif d'aiguiller des politiques publiques de sortie de crises différentes en privilégiant la réduction des violences communautaires, le projet s'inscrira en complément aux efforts de PBF en cours et des différents bailleurs (Banque Mondiale, EU, BMZ, UN *Inter Agency Resilience Programme-Far North*, AFD,) dans les régions cibles. Par exemple, dans l'Extrême-Nord, le projet PBF aura pour effet catalyseur escompté de proposer des nouveaux modèles de politiques publiques pour rétablir la présence, capacité et légitimité de l'État dans les zones où les collectivités locales sont moins présentes et les populations sont vulnérables face aux incursions de Boko Haram. Il faut signaler l'engagement de l'état dans le processus de consolidation de la paix à travers le Grand Dialogue National et les fonds que le gouvernement mettra à disposition pour mener à bien le processus de cohésion sociale, le Vivre Ensemble dans les zones en conflit. À l'Est et dans l'Adamaoua, le projet permettra de compléter les efforts de mise en œuvre de la décentralisation, de relèvement économique et social en apportant un modèle de gestion et de prévention des conflits fonciers liés à la transhumance. Ces réponses qui participent des stratégies d'essor durables des victimes des crises vont être consolidés durablement par la consolidation de la paix dans les zones, de la stabilité et de la prévention des conflits, avec une dimension inclusive marquée par la participation de tous les acteurs de la vie sociale de ces zones, y compris les jeunes et les femmes avec un rôle plus renforcée pour une paix plus durable. La consolidation de la paix et la promotion du multiculturalisme dans ces zones participent de l'objectif d'accroitre les efforts pour diminuer les risques de conflits et conserver les acquis du développement apportés par les autres composantes PBF en cours ou faisant partie du reste du portefeuille PBF en cours de développement. L'UNESCO comme agence lead mettra à profit ses professionnels du Secteur de la communication et information qui travailleront en étroite collaboration avec le Secrétariat du PBF pour mettre en place une stratégie de communication avec des outils appropriés et ceci ira de pair avec la mise en place d'une stratégie de mobilisation des ressources qui s'articulera sur les axes prioritaires du plan en cours de développement sur le Nexus Humanitaire – Paix et Développement faisant référence aux liens entre les actions humanitaires, de développement et de paix qui contribuent à réduire la vulnérabilité globale et le nombre de besoins non satisfaits, à renforcer la gestion des risques, renforcer les capacités et à s'attaquer aux causes profondes des conflits.

Enfin, le projet va s'appuyer sur les communes et le programme national de développement participatif (au niveau central et local) pour atteindre, consolider les résultats mais aussi bâtir les stratégies d'appropriation locale. Le passage à échelle du projet va s'appuyer sur son intégration dans les plans communaux de développement, avec une emphase sur l'appropriation par les parties prenantes. Des structures créées par l'État, ayant des démembrements à l'échelle (ou envisagées dans le cadre des résolutions du grand dialogue national) vont aussi servir de cadre catalytique et d'appropriation nationale pour le projet, notamment : la CNPBM, le CNJC, les Centres de promotion de la femme et de la famille (CPFF) et les Centres Multifonctionnels de Promotion de la Jeunesse (CMPJ).

Résumé des **interventions existantes** dans le secteur de l'intervention proposée :

Nom du projet (durée)	Donateur et budget	Axes thématiques du projet	Différence / complémentarité avec la proposition actuelle
Soutenir les mécanismes de consolidation de la paix au niveau communautaire et l'inclusion des jeunes dans les zones situées à la frontière entre le Tchad et le Cameroun (novembre 2017 à mai 2019)	PBF / $1.5M	Le renforcement des mécanismes transfrontaliers, inter et intra-communautaires, et de la confiance entre les forces de sécurité et les populations contribuent à la détection précoce et à l'atténuation pacifique des conflits et de l'extrémisme violent dans les zones ciblées, avec une attention particulière portée à la participation des femmes et des jeunes. Les jeunes et les populations vulnérables participent de plus en plus aux processus décisionnels et se lancent dans des activités rémunératrices. Les médias et les programmes scolaires diffusent des messages véhiculant un contre-discours.	La différence est que le projet est de nature transfrontalière.
Youth and Stabilisation for Peace and Security in the Far-North of Cameroon (YSPS) 2019-2020	UNFPA	Le projet contribue à la consolidation de la paix et de la sécurité dans l'Extrême-Nord par des actions de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent chez les jeunes les plus exposés.	C'est une complémentarité car les cibles restent les mêmes ainsi que l'une des zones d'intervention (Extrême-Nord).
Empowering Youth for Peace, Security and Resilience in the Lake Chad Basin / October 2017/ December 2020	UNFPA / USD 8M	Prévention de l'extrémisme violent.	Complémentaire mais de couverture transfrontalière avec pour seules cibles les jeunes.
Development of a Strategy and Action Plan for Promoting Sustainable Responses and Resilience in the North West and South West Regions. (2020)	UNESCO	Social (réconciliation, acceptation sociale, accès aux services, appui psychosocial, protection de l'enfance, violences basées sur le genre, éducation, alphabétisation, éducation à la paix, culture, etc.).	Contribution au retour à la normalisation, à l'accès aux services sociaux de base, à la paix et la cohésion sociale.
"Strengthening capacities in support of peaceful electoral processes and social cohesion in Cameroon" (2019-2020)	ONU Femmes UNESCO PNUD	Social (vise à créer un environnement propice à la paix avant, pendant et après le processus électoral, tout en veillant à ce que les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables bénéficient d'une meilleure protection dans ce contexte et soient suffisamment impliqués dans les mécanismes de dialogue sur la gouvernance et la paix aux niveaux national, régional et local).	C'est une complémentarité en ce sens que le renforcement de la paix est l'une des priorités. Néanmoins, il est lié aux processus électoraux organisés au cours de la période de mise en œuvre.
Promoting access to education for internally displaced children and youth, and those living in crisis/affected Anglophone Regions of Cameroon (2020)	UNESCO	Social (réconciliation, acceptation sociale, accès aux services, appui psychosocial, protection de l'enfance, violences basées sur le genre, éducation, alphabétisation, éducation à la paix, culture, etc.).	Contribution au retour à la normalisation, à l'accès aux services sociaux de base, à la paix et la cohésion sociale ainsi que le vivre-ensemble dans la diversité.
Providing access to quality education and psychological support to conflict-affected children in NW and SW regions of Cameroon	Education Cannot Wait - UNESCO – 1,100,000 USD	Education.	Fournir un accès à une éducation de qualité et à un soutien psychologique aux enfants touchés par le conflit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun.
Improving the protection of women and girls affected by the conflict in the south West and North-west regions of Cameroon" (2019)	ONU Femmes	Soutenir la mise en place de "*safe spaces* ". Mise à disposition des "kits de dignité". Renforcer les capacités des forces armées, des forces de maintien de l'ordre - et du personnel judiciaire en matière de protection des femmes et de la lutte contre le VBG.	Complémentaire, mais l'intervention se limite au Nord-Ouest et au Sud-Ouest.
Women fully participate in electoral decision-making positions at national and local levels in Cameroon/ and effectively implement the 1325 NAP and related resolutions.	ONU Femmes	Soutenir l'organisation de campagnes de sensibilisation et des caravanes de la paix ; « cafés Genre»; espaces de dialogue pour les jeunes et les femmes; forums locaux, traditionnels / religieux / parlement / sénat et dialogue intergénérationnel, visites d'échange dans les zones de conflit pour la participation des femmes aux prochaines élections de 2019.	Complémentaires mais axé sur la participation politique des femmes au processus électoral.
PAYNCoP (Panafrican Youth Network for a Culture of Peace) "Antenna Cameroon" officially launched in May 2017. Ongoing discussions to support the Initiatives of ACADIR (Association Camerounaise de Dialogue Interreligieux) where Christians and Muslims will join their efforts for the restoration of peace, reconciliation and social cohesion in Cameroon starting essentially from the zones currently in conflict (North-West and South-West). Same with CIDIMUC (Conseil des Imams et Dignitaires Musulmans du Cameroun).	UNESCO	Orientation politique (participation et représentation des organisations de la jeunesse, organisations de femmes, autorités religieuses et traditionnelles, et renforcement des capacités des gouvernements locaux et centraux en matière de DDR, etc.).	Contribution à assoir une paix durable et cohésion sociale réussie au sein des communautés travers des efforts conjoints des jeunes et des leaders religieux et traditionnels.

Nom du projet (durée)	Donateur et budget	Axes thématiques du projet	Différence / complémentarité avec la proposition actuelle
Integrated Regional Stabilization of the Lake Chad Basin/Community stabilization: Phase 1: December 2017-December 2018/ Phase 2: January 2019-March 2020	Germany / EUR 12M	Processus intégré de stabilisation régionale du bassin du lac Tchad / stabilisation des communautés couvrant, entre autres, le Cameroun (Extrême -Nord : Logone et Chari, Mayo Sava et Mayo Tsanaga).	Complémentaire, orienté vers le relèvement économique.
Strengthening the stabilization dividends in the Far North / March 2019-March 2020	Japan / USD 1.1M	Renforcement des dividendes de stabilisation dans l' Extrême -Nord (Logone et Chari, Mayo-Sava, Diamare).	Focalisé sur le relèvement économique.
Supporting the Stabilisation, Recovery and Resilience in Blangoa, Fotokol and Maga in the Far North region of Cameroon / July 2019-June 2021	UNTFHS / USD 1.8M	Soutenir la stabilisation, le relèvement et la résilience à Blangoa, Fotokol et Maga dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun (Logone et Chari et Mayo-Danay).	Complémentaire, orienté vers le relèvement économique.
Regional Stabilisation Facility for Lake Chad	Germany, Sweden (TBC: EU and UK) / USD 17M	Extrême Nord et Nord.	Complémentaire, orienté vers le relèvement économique.
Lake Chad Region Recovery and Development Project / Not yet effective 2020-2024 (TBC)	World Bank (IDA) / USD 100 M	Couvre le Niger, le Tchad et le Cameroun.	Complémentaire, orienté vers le relèvement économique et la résilience des communautés.
UN Inter-Agency Resilience Programme for the Far North Region of Cameroon / January 2019/December 2020	USD 12M	Stabilisation des communautés / Amélioration de la cohésion sociale, de culture de la paix et du dialogue - Extrême-Nord - Département Logone et Chari.	Complémentaire, mais orienté vers la résilience.
Voices for Peace (V4P)/ Voix de Paix supports local communities in identifying and responding to violent extremism using radio programming and social media / January 2018/September 2021 (Cameroon)	USAID / USD 24.9M (Regional) USD 2M (Cameroon)	Stabilisation des communautés / amélioration de la cohésion sociale, de la culture de la paix et du dialogue.	Complémentaire, orienté vers la participation des médias aux processus de paix.
Programme d'Appui à l'Initiative communautaire (PAIC)	USAID-OTI	Ré-intégration et stabilisation.	Complémentaire, mais orienté vers la résilience.
Global Project on Training and Capacity Building of Law Enforcement Officials on Human Rights, the Rule of Law, and the Prevention of Terrorism (2018-2020)	CTITF /OHCHR	Accès à la justice et l'état de droit.	Complémentaire, avec un accent sur le droit et la prévention du terrorisme.
Initiative Ga Songo (2018-2021)	AFD / EUR 12M	Relèvement, cohesion sociale.	
Inclusion sociale dans les zones les plus impactées par la crise du Lac Tchad (ISoLT) (2019-2022)	AFD / EUR 7M	1) Renforcement de l'accès à l'identité civile ; 2) le renforcement de la cohésion sociale et de l'accès aux droits fonciers ; 3) le soutien au redressement économique des ménages et enfin ; 4) l'amélioration de l'accès à une éducation de qualité pour les enfants et en particulier les filles. / Transfrontalier Nigeria-Cameroun.	Complémentaire, mais orienté vers la résilience.
Programme de Redressement Économique et Social Inclusif du Lac Tchad - Soutien aux populations du Bassin du Lac Tchad (RESILAC) / 2017-2020 (36 months)	EU + AFD / EUR 30M (EU) + EUR 5M (AFD)	Programme régional de résilience couvrant le Niger, le Nigeria, le Tchad et le Cameroun (région de l'Extrême-Nord).	Complémentaire, orienté vers le relèvement économique.
Projet d'Appui à la Résilience socioéconomique des Jeunes Vulnérables (PARSE) / October 2016 - December 2019 (39 months)	EU+ Germany (BMZ) / EUR 7M (EU) + EUR 3M (BMZ)	Extrême-Nord, Nord et Adamaoua.	Complémentaire, orienté uniquement vers le relèvement économique des jeunes.
Programme de développement économique et social des villes secondaires exposées à des facteurs d'instabilité (PRODESV)	Germany / KFW / EUR 20M	Extrême-Nord, Nord, Adamaoua, et Sud.	Complémentaire, orienté vers le relèvement économique.
Demobilization, Disassociation, Reintegration and Reconciliation (DDRR) programme	USAID-OTI / IOM	Couvre le Niger, le Tchad et le Cameroun.	Complémentaire, avec un accent sur la cohésion sociale à l'échelle transfrontalière.
Appui technique des initiatives locales (au sein des institutions catholiques) en faveur de la paix, de la transformation non violente du conflit et du dialogue (2019-2021)	Germany / EUR 3.9M	Renforcement de cohésion sociale, éducation à la paix/formelle et non-formelle, prévention de violence (jeunes) / Littoral, Ouest, Adamaoua, Est, Centre, Extrême-Nord, Nord-Ouest, Sud.	Complémentaire mais uniquement cible jeune et catholique.

II. Contenu du projet, justification stratégique, et stratégie de mise en œuvre (4 pages max plus annexe du cadre des résultats)

a) Brève description du contenu du projet

En lien avec l'analyse de conflit présentée dans les sections précédentes, le projet propose une réponse aux défis identifiés par l'intermédiaire de trois effets : 1) Le rôle et la place des jeunes et des femmes dans les mécanismes d'appui à la cohésion sociale et au vivre ensemble sont renforcés aux niveaux national et communautaire; 2) Le respect des droits humains et la protection des personnes vulnérables, particulièrement les femmes, les jeunes et les enfants sont mieux assurés ; et 3) Le multiculturalisme, la culture de la paix et la cohabitation pacifique des peuples sont renforcées. Le projet combinera des activités au niveau national et local, qui visent des institutions, acteurs de la société civile et l'opinion publique, et les membres des communautés affectés par les crises et ceux appelés à y répondre. Pour spécifier les activités au niveau communautaire, en coordination avec le reste du portefeuille PBF en cours de développement, une analyse de conflits sera effectuée dans les communes cibles afin d'identifier et les activités spécifiques qui seront mises en œuvre. Ci-après figure une liste indicative d'activités que les partenaires de mise en œuvre proposent. Pour atteindre cet objectif, le projet poursuivra les trois axes de résultats suivants :

Résultat 1 : D'ici la fin du projet, les populations ciblées (femmes/jeunes/hommes sont outillées pour mettre en œuvre les mécanismes inclusifs et les outils de cohésion sociale

Le projet vise à résoudre les problématiques énoncées ci-haut en renforçant 1) les mécanismes locaux existants de prévention et gestion des conflits et prise de décision afin d'atténuer la méfiance entre les différents acteurs ; 2) la participation et la représentation effectives des jeunes et des femmes dans ces mécanismes ; 3) les compétences des différents acteurs pour permettre la vulgarisation des idéaux de la paix axés sur les Résolutions 1325, 2250 et 2419 du Conseil de Sécurité des Nations Unies; 4) le plaidoyer pour convaincre les acteurs d'impliquer et d'accepter la représentation des jeunes et des femmes dans les processus de prévention et de gestion des conflits intra et intercommunautaires.

Ainsi, il permettra d'analyser de façon approfondie des mécanismes (traditionnels et administratifs de prévention et de gestion des conflits) afin de situer le niveau d'implication, de représentation et de participation des jeunes hommes et femmes aux instances de prise de décisions comme gage de la consolidation de la paix (Produit 1.1). Il favorisera aussi la création ou le renforcement des mouvements associatifs de jeunes hommes et femmes, ainsi que les plateformes intergénérationnelles comme parties prenantes de la prévention et de gestion des conflits tout en vulgarisant les Résolutions 1325, 2250 et 2419 pour une meilleure compréhension du rôle des jeunes hommes et femmes au sein dans les différents mécanismes. Les organisations de la société civile, les communes, les chefferies traditionnelles ainsi que les associations des jeunes au niveau local prendront activement part à la mise en œuvre du projet y compris à la recherche des solutions à l'exclusion des jeunes hommes et femmes (Produit 1.2). Le règlement durable des conflits se traduira par l'implication des mouvements associatifs des jeunes hommes et femmes, parties prenantes de la prévention et gestion des conflits, et donc de la consolidation de la paix. Afin de fusionner les initiatives de paix des femmes camerounaises en vue de leur participation active et significative à la mise en œuvre des recommandations issues du dialogue national, **trois conférences internationales des femmes** seront organisées pour (i) fournir une plate-forme à un large éventail de femmes camerounaises pour qu'elles s'impliquent dans la mise en œuvre des recommandations issues du dialogue et articulent leurs priorités et préoccupations clés ; (ii) créer un espace de solidarité pour les femmes dans les dix régions du Cameroun et mettre en place un puissant mouvement des femmes pour la paix, doté de stratégies permettant de renforcer leur influence et participation dans la réconciliation et la construction de la paix; et (iii) encourager le partage des expériences et des enseignements tirés les organisations de femmes et les réseaux issus des contextes régionaux des processus de paix récents (Activité 1.2.4).

En réponse à l'exposition à la violence des groupes les plus vulnérables (femmes, jeunes et enfants) le projet vise le renforcement des mécanismes d'appui au dialogue, à la cohésion sociale et au vivre ensemble aux niveaux national et communautaire à travers la mise en place et l'accompagnement des cadres/mécanismes de concertation entre les OBC, OSC des jeunes, des femmes, leaders religieux et traditionnels. En outre, il vise l'inclusion des femmes et des jeunes dans ces processus et l'organisation des activités de renforcement des capacités institutionnelles et techniques des OBC et OSC des femmes et des jeunes pour la facilitation des concertations sur la paix, le vivre ensemble et la cohésion sociale sont à mener dans les communautés cibles. Il sera également question d'apporter des appuis à la mise en place des réseaux/coalitions entre ces acteurs ainsi qu'à la préparation et à la mise en œuvre des plans d'action pour le dialogue, la paix et la cohésion sociale (rencontres foraines, réunions publiques, participation aux foras etc.). À cet effet, des formations seront organisées et des appuis doivent être apportées sur les questions de leadership, participation et citoyenneté, construction d'opinion publique, redevabilité sociale, prévention et réduction de risques de conflits et autres actes de violence.

Résultat 2 : Le respect des droits humains et la protection des personnes vulnérables particulièrement les femmes, les jeunes et les enfants sont mieux assurés par les belligérants dans les zones cibles d'ici la fin du projet

Par ailleurs, le présent projet, axé sur l'implication et la participation des jeunes et femmes aux instances de prise de décisions, se veut une solution qui permettra de prendre en compte leurs préoccupations et expériences afin de réduire les risques persistants des conflits et de violences. Eu égard à la dégradation des droits humains (les acteurs des droits de l'homme, les organisations non gouvernementales internationales et nationales ont rapporté des allégations de violations des droits de l'homme par les parties prenantes aux conflits armés), le projet visera dans ce volet au renforcement des capacités des forces de sécurité (FDS) y compris des polices municipales et comités de vigilance sur les Conventions de Genève, des droits de l'homme /le droit humanitaire international, les recommandations internationales relatives à la protection des écoles et universités pendant les conflits ainsi que les recommandations sur la violence basée sur le genre et la protection de l'enfant (Produit 2.1.). Il prendra aussi en compte l'accès des femmes et des enfants aux services holistiques et appropriés de protection (Produit 2.2). Ainsi, il sera question de renforcer les capacités des forces mentionnées sur la nécessité de respecter l'état de droit et de mettre en place les structures d'accompagnement y relatives et d'apporter une réponse multisectorielle de prévention et de prise en charge des cas de violences et notamment celles basées sur le genre et celles faites aux enfants.

Résultat 3 : Le multiculturalisme, la culture de la paix et la cohabitation pacifique des peuples sont renforcées

Le projet vise aussi à assurer un soutien substantiel à la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme au Cameroun, dans l'optique de maintenir la paix, de consolider l'unité nationale du pays et de renforcer la volonté et la pratique quotidienne du vivre ensemble de ses populations. En guise d'appui à la CNPBM, et de suivi des recommandations du dialogue national, dont le premier point portait sur la question, le présent résultat visera la promotion de la diversité culturelle du Cameroun au service de la cohésion sociale (Produit 3.1). Pour renforcer ce volet, ce résultat assurera la promotion de la paix, du vivre ensemble et de la prévention des conflits aux niveaux local, régional et national (Produit 3.2). Enfin, comme indiqué plus haut, la durabilité des résultats de ce projet va se reposer sur le renforcement des collectivités territoriales décentralisées, pour une meilleure appropriation, avec l'approche « consolidation de la paix » sensible au genre, jeunes intégrée dans les politiques, les stratégies sectorielles, et les plans de développement au niveau local et national. Au plan national, il s'observe un manque de solidarité et d'empathie envers les populations affectées avec, entre autres, une prévalence des discours de la haine sur les réseaux sociaux et dans les médias qui constituent des tendances qui affaiblissent le tissu social au Cameroun en déstructurant les liens et les valeurs nationales et communautaires. Pour y faire face, le projet entreprendra des activités de promotion de la paix, du vivre ensemble et de prévention des conflits aux niveaux local, régional et national à l'instar de l'organisation de campagnes de promotion de la paix / de protection contre les messages de haine et de radicalisation en ligne et hors ligne, via les radios

communautaires, et via des programmes d'éducation civique et d'intégration nationale (notamment Activités 3.1.3 et 3.1.4). Toutefois, le projet envisage la mise sur pied d'une plateforme nationale d'accompagnement des journalistes, du CNC, de la CNPBM dans la mise en œuvre de leur mandat en faveur du vivre-ensemble auprès des femmes, jeunes, PDI, retournés et des campagnes trimestrielles sur le programme « *Defy Hate Speech* » (Activité 3 .1.6).

Approche programmatique

Le tableau ci-dessous fournit une description de la mise en œuvre conjointe du projet par trimestre et donne ainsi un aperçu de la stratégie de planification du projet. L'agence chef de file pour chaque résultat / activité est identifiée, de même que les autres agences/partenaires impliquées.

RESULTATS/ PRODUITS	ACTIVITES PLANIFIES	ACTIVITES PLANIFIES PAR TRIMESTRE								AGENCES RESPONSABLE
Résultat 1 : D'ici la fin du projet, les populations ciblées (femmes/jeunes/hommes) mettent en œuvre les mécanismes inclusifs et les outils de cohésion sociale										
Produit 1.1 Des cadres/mécanismes de concertation entre OBC, OSC de jeunes/ adolescents, des femmes, leaders religieux et traditionnels sont mis en place et accompagnés		**T1**	**T2**	**T3**	**T4**	**T5**	**T6**	**T7**	**T8**	**Agence CdF: UNICEF** **Agences participantes et partenaires de mise en œuvre envisagés :** ONU Femmes – UNESCO - MINAC – MINDDEVEL- MINAT- MINDEF- MINPROFF- MINAS- OSC/OBC - ACADIR
	Activité 1.1.1. Production des études et des évidences sur les mécanismes et cadres de concertation	■								
	Activité 1.1.2. : Développement d'un plan d'actions de renforcement des capacités sur les mécanismes inclusifs et outils de cohésion sociale	■								
	Activité 1.1.3. : Renforcement des capacités institutionnelles et techniques des OBC et OSC de femmes et de jeunes pour la facilitation des concertations sur la paix, le vivre ensemble et la cohésion sociale.			■				■		
	Activité 1.1.4. : Appui à la mise en place de réseaux /coalitions entre OBC, OSC de jeunes/ adolescents, femmes, leaders religieux et traditionnels.			■				■		
	Activité 1.1.5 : Appui à la préparation et à la mise en œuvre des plans d'action pour le dialogue, la paix et la cohésion sociale, de promotion du multiculturalisme (rencontres foraines, réunions publiques, participation aux fora.)			■				■		
Produit 1.2 : Les OBC, OSC de jeunes/ femmes, leaders religieux et traditionnels participent et contribuent effectivement à la vie publique de leurs localités et à la prévention et résolution des conflits	Activité 1.2.1 : Formations des OBC, OSC aux questions de leadership, engagement et citoyenneté, construction d'opinion publique, guide pédagogique MIL (*Media and Information Literacy*), redevabilité sociale et prévention et réduction de risques de conflits.		■			■			■	**Agence CdF:** **ONU Femmes** **Agences participantes et partenaires de mise en œuvre envisagés :** UNESCO- UNICEF- MINAC- MINDDEVEL- MINAT- MINDEF- MINPROFF- MINAS- MINEPAT- OSC/OBC - ACADIR
	Activité 1.2.2 : Élaboration d'un plan d'action local sur la participation de la jeunesse aux instances de prise de décision relative à la prévention et à la gestion de conflits.		■			■			■	
	Activité 1.2.3 : Appuis aux initiatives des OBC, OSC de jeunes/adolescents, femmes, leaders religieux et traditionnels en faveur de la redevabilité sociale, la diversité culturelle et la prévention et résolution des conflits à travers des mécanismes traditionnels de résolution des différends intra/inter communautaires et de médiation.		■			■			■	
	Activité 1.2.4. : Organisation de trois conférences internationales des femmes leaders pour assurer leur participation active et significative au processus de dialogue national et créer un espace de solidarité pour les femmes dans les dix régions du Cameroun et mettre en place un puissant mouvement des femmes pour la paix.	■			■			■		
Résultat 2 : Le respect des droits humains et la protection des personnes vulnérables particulièrement les femmes, les jeunes et les enfants sont mieux assurés par les belligérants dans les zones cibles d'ici la fin du projet										
Produit 2.1 Les forces de sécurité (FDS) exercent leurs fonctions	Activité 2.1.1 : Renforcement des capacités des forces de sécurité (FDS) y compris des polices municipales et comités de vigilance sur les Conventions de		■	■	■					**Agence CdF:** **UNESCO** **Agences participantes et partenaires de mise en œuvre envisagés :**

RESULTATS/ PRODUITS	ACTIVITES PLANIFIES	ACTIVITES PLANIFIES PAR TRIMESTRE								AGENCES RESPONSABLE
dans le respect des principes d'un état de droit	Genève, des droits de l'homme /le droit humanitaire international, les recommandations relatives à la protection des écoles et universités pendant les conflits ainsi que les recommandations sur la violence basée sur le genre et la protection de l'enfant.									ONU Femmes- UNICEF- MINAC- MINDDEVEL- MINAT- MINDEF- MINPROFF- MINAS- MINEPAT- OSC/OBC - CEIDES
	Activité 2.1.2 : Mise en place d'un cadre d'échanges et de concertations entre forces de sécurité et les acteurs communautaires sur les questions de violence communautaire, justice traditionnelle, droits de l'homme et le code pénal respectueux de la diversité culturelle.									
	Activité 2.1.3 : Appuyer les activités de communication et les cliniques juridiques au service des populations.									
	Activité 2.1.4 : Renforcement/mise en place des « Gender/Child » Desks ('bureaux genre/enfant') au sein des unités FDS (Police et gendarmerie)									
Produit 2.2 : Les femmes, les enfants et les jeunes victimes de violence ont accès aux services holistiques et appropriés de soutien.	Activité 2.2.1: Mise en place et renforcement des capacités des systèmes d'alerte précoce pour la prévention des violences dont les violences basées sur le genre avec lignes vertes, ainsi que des systèmes de référence et contre référence impliquant les acteurs de la chaine de réponse aux violences									**Agence CdF:** **UNICEF** **Agences participantes et partenaires de mise en œuvre envisagés :** ONU Femmes- UNESCO- MINAC- MINDDEVEL- MINAT MINDEF- MINPROFF- MINAS- MINEPAT- OSC
	Activité 2.2.2 : Mise en place des services intégrés de prise en charge des violences dont les violences basées sur le genre (VBG) pour les survivants (déplacés internes ; réfugiés, retournés et populations hôtes) à travers un soutien holistique (orientation médicale, soutien juridique et judiciaire, économique, psychosocial, matériel).									
	Activité 2.2.3 Organisation de séances de sensibilisation sur la prévention des VBG, sur la santé de la reproduction, sur la prévention des pratiques néfastes traditionnelles auprès des services/autorités publiques, des communautés, y compris auprès des chefs traditionnels et religieux et dans le système de l'éducation formelle et non formelle.									
Résultat 3 : Le multiculturalisme, la culture de la paix et la cohabitation pacifique des peuples sont renforcées										
Produit 3.1 : La paix, le vivre ensemble, le multiculturalisme et la prévention des conflits sont promus aux niveaux local, régional et national	Activité 3.1.1 : Organisation de campagnes de promotion de la paix, promotion du multiculturalisme et du vivre ensemble / et de sensibilisation contre les messages de haine et de radicalisation									**Agence CdF:** **UNESCO** **Agences participantes et partenaires de mise en œuvre envisagés :** ONU Femmes – UNICEF - MINAC – MINEDUB - MINEPAT CNBPM - CERDOTOLA
	Activité 3.1.2. : Les supports et outils de formation/sensibilisation et d'autoformation des femmes, des jeunes (y compris en milieu scolaire) (modules, didacticiel d'autoformation axés sur la consolidation de la paix, la citoyenneté, la connaissance de la résolution 2250, 2419 et 1325) – et sur la Déclaration universelle sur la diversité culturelle sont conçus et élaborés									

RESULTATS/ PRODUITS	ACTIVITES PLANIFIES	ACTIVITES PLANIFIES PAR TRIMESTRE								AGENCES RESPONSABLE
	Activité 3.1.3 : Appui du CNPBM dans la conception, l'élaboration et la diffusion des microprogrammes radiophoniques et télévisés en français et en anglais sur la participation des jeunes à la consolidation de la paix et à la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme									
	Activité 3.1.4. : Traduction des capsules radiophoniques en langues locales sur la participation des jeunes à la consolidation de la paix et à la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme et diffusion dans les stations de radios régionales et communautaires									
	Activité 3.1.5. Plaidoyer et appui à la mise en œuvre du cadre légal existant en faveur de la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme au Cameroun									
	Activité 3.1.6. : Mise sur pied d'une plateforme nationale et accompagnement des journalistes, des web-journalistes, CNC, CNPBM pour le vivre-ensemble auprès des femmes, jeunes, DPI, retournés et campagnes trimestrielles sur le programme « Defy Hate Speech ».									
Produit 3.2 : L'approche « consolidation de la paix » sensible au genre, jeunes est intégrée dans les politiques, les stratégies sectorielles, et les plans de développement au niveau local et national	Activité 3.2.1 : Conduite d'études nationales, de sondages d'opinions périodiques sur le vivre-ensemble inclusif des PDI, retournés, pour alimenter et conforter les efforts de consolidation de paix									**Agence CdF:** **ONU Femmes** **Agences participantes et partenaires de mise en œuvre envisagés :** ONU Femmes – UNICEF - MINAC – MINDDEVEL- MINAT - MINDEF – MINEPAT- CNBPM-OSC
	Activité 3.2.2 : Appui à la prise en compte des dimensions genres, jeunes et enfants dans le plan d'action de la commission nationale du bilinguisme et du multiculturalisme									
	Activité 3.2.3 : Renforcement des capacités techniques des collectivités décentralisées (CTD) sur la prise en compte des jeunes et des femmes dans la consolidation de la paix et la promotion du multiculturalisme									
	Activité 3.2.4 : Plaidoyer pour la révision des plans communaux de développement (PCD) pour la prise en compte de l'appui des jeunes et des femmes dans la consolidation de la paix, de prévention/résolution des conflits et de la promotion du multiculturalisme.									
	Activité 3.2.5. : Communication et visibilité									

b) Justification stratégique

La justification stratégique du présent projet repose sur les dynamiques de dialogue et de recherche de la paix en cours au Cameroun, avec en bonne place l'appel du Chef de l'État au dialogue national et au rétablissement de la paix, qui s'est traduit par la tenue d'un Grand Dialogue National (GDN).

Ces assises, précédées par des consultations nationales et régionales, se sont tenues autour de 8 commissions principales (qu'on retrouve de manière littérale ou transversale dans la requête du Premier Ministre au PBF) : (i) Bilinguisme, diversité culturelle et cohésion sociale, (ii) Système éducatif, (iii) Système judiciaire, (iv) Retour des réfugiés et des déplacés internes, (v) Reconstruction et développement des régions touchées par le conflit, (vi) Désarmement, démobilisation et réinsertion des ex-combattants, (vii) Rôle de la diaspora dans la crise et sa participation au développement du pays et (viii) Décentralisation et développement local.

Des recommandations ont été formulées dans chacune des commissions, dont certaines sont en lien avec l'objectif du présent projet, notamment dans les commissions (i) et (vi). Dans le cadre de la première commission, les recommandations ci-après ont été formulées :

- Développer et codifier les principes du dialogue social, de la cohésion sociale et du vivre ensemble.
- Élaborer et mettre en œuvre un programme de cours sur la fraternité intercommunautaire, la restauration de la confiance entre communautés et l'engagement civique pour renforcer la cohésion sociale nationale.
- Enraciner la diversité culturelle par une mise en œuvre stricte de l'équilibre régional et un accès équitable aux services publics et aux corps des forces de sécurité ;
- Améliorer la pratique du bilinguisme dans toutes les couches de la société par la création et la mise en œuvre de programmes dès la maternelle ;
- Adopter une loi qui prévoit clairement l'utilisation équitable des deux langues officielles dans tous les domaines de la vie nationale ;

La sixième commission porte aussi des recommandations importantes en lien avec la cohésion sociale, la consolidation de la paix, la prévention des violences extrêmes, la prise en compte des jeunes et la protection sociale :

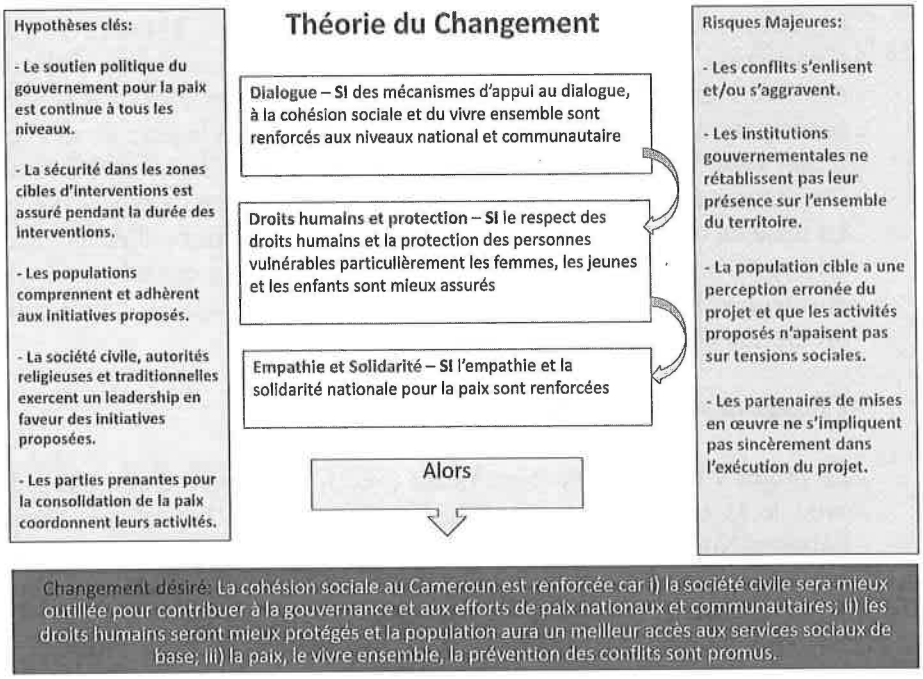
- Élaborer et mettre en œuvre une stratégie holistique de communication qui met l'accent sur l'offre de paix que le Chef de l'État, a bien voulu offrir aux jeunes combattants ;
- Établir des ponts entre ces jeunes, la CNDDR et les forces de défense et de sécurité,
- Envisager la prise en charge des jeunes aussi bien aux plans spirituel, psychique que physique à travers des programmes de désintoxication suite à la consommation excessive de stupéfiants et à un endoctrinement intensif par certains membres de la diaspora.
- Intégrer l'aspect Réduction de la Violence Communautaire dans le programme DDR.

Le présent projet, à travers les trois résultats détaillés plus haut en contenu du projet, constitue ainsi un appui stratégique opportun à ces schémas de réponse aux crises et conflits que connait le Cameroun, et matérialisés par les recommandations du GDN. Une fois que les recommandations du Grand Dialogue National auront été adoptées, ce projet devra peut-être être adapté pour refléter les lignes d'action contenues dans ces recommandations.

c) Théorie du changement pour le projet

En se référant au schéma ci-dessous, la théorie du changement du projet est la suivante :

« **Si** les mécanismes d'appui au dialogue sont inclusifs et représentatifs , **si** le respect des droits humains et la protection des personnes vulnérables, particulièrement les femmes, les jeunes et les enfants sont mieux assurés y compris les personnes victimes et **si** l'empathie et la solidarité nationale pour la paix sont renforcées, **alors** la cohésion sociale au Cameroun est renforcée **parce que** i) la société civile sera mieux outillée pour contribuer à la gouvernance et aux efforts de paix nationaux et communautaires ; ii) les droits humains seront mieux protégés et la population aura un meilleur accès aux services sociaux de base, iii) et la paix, le vivre ensemble, la prévention des conflits seront promus ».



d) Cadre des résultats du projet

Voir Annexe B.

e) Stratégie de mise en œuvre, ciblage des bénéficiaires et ciblage géographique.

Stratégie de mise en œuvre

UNESCO, ONU Femmes et UNICEF conduiront conjointement l'action proposée et travailleront à trois niveaux : central/national, décentralisé et communautaire. Les agences travailleront ainsi avec les structures centrales et déconcentrées des ministères et des institutions spécialisées créées par l'État en réponse aux crises en étroite collaboration avec diverses institutions internationales et non gouvernementales. Il s'agit notamment des Ministère des Relations Extérieures, Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, et des ministères sectoriels (Défense, Jeunesse, Culture, Promotion de la Femme et de la Famille, Décentralisation et Développement Local, Affaires

sociales). Cette dynamique s'appliquera aussi aux organes, conseils et commissions étatiques tels que la CNPBM, le CNC et le CNJC.

Les organisations de la société civile, les communes, les chefferies traditionnelles ainsi que les associations des jeunes au niveau local prendront activement part à la mise en oeuvre du projet. Le projet fera recours aux médias pour la diffusion des messages et d'initiatives de dialogue afin de faire émerger des discours de tolérance et d'acceptation par le biais de la participation et la mobilisation des jeunes/hommes/femmes.

La stratégie de la mise en œuvre du projet sera axée sur les approches d'appropriation locale, participative et inclusive. L'approche d'appropriation locale visera à impliquer les autorités administratives, communales, traditionnelles, coutumières, religieuses, les leaders des jeunes hommes et femmes ainsi que les partenaires locaux communautaires de mise en œuvre. Les organisations de la société civile seront associées à toutes les étapes de planification, d'exécution et d'évaluation du projet. Quant à l'approche inclusive et participative, elle consiste à tenir compte des aspirations de différentes cibles dans la réalisation des activités. La participation active des jeunes hommes et femmes à la planification et à la mise en œuvre du projet reste une des stratégies payantes au regard de la problématique du projet, à savoir l'exclusion des jeunes hommes et femmes du processus de prévention et règlement des conflits. La mise en œuvre des initiatives autour d'une plateforme d'échange à travers les mécanismes locaux de prévention et gestion des conflits demeure également une stratégie pour permettre aux jeunes hommes et femmes de jouer un rôle actif et significatif dans le processus de promotion et de consolidation de la paix.

Ciblage des bénéficiaires et géographique

Le projet a une envergure nationale avec focus sur 30 communes identifiées conjointement avec le Gouvernement dans les 10 régions, dont 6 régions prioritaires (Adamaoua, Est, Extrême-Nord, Nord, Nord-Ouest et Sud-Ouest). Les communes cibles seront approuvées par le Comité de Pilotage conjoint afin d'assurer un impact considérable dans les zones d'intervention et une cohérence globale.

Les consultations énoncées plus haut ont permis d'identifier formellement les principaux acteurs directs ou indirects. Ils sont regroupés au sein des institutions détentrices des obligations (ministères, organes séculiers de l'État, institutions déconcentrées et décentralisées), et des détenteurs des droits organisés autour des groupements et associations des jeunes hommes et femmes leaders, capables de mobiliser la base pour des actions porteuses d'espoir dans le sens de la transformation des conflits en opportunités d'un changement social positif pour la consolidation de la paix et la gestion apaisée des conflits.

Les **bénéficiaires directs** du projet sont des femmes, des hommes, des jeunes et des enfants, y compris les personnes déplacées.

Bénéficiaires directs	Effectif ciblé
Jeunes (18-35 ans)	6,000
Femmes (35 ans et plus)	6,000
Enfants (0-17 ans)	9,000
Hommes (35 ans et plus)	1,500
Total	**22,500**

Les bénéficiaires directs par catégorie sont :

Catégorie	Effectif
Organisations de femmes	5 500
Organisations de jeunes	5 500
Organsiations de la société civile	500
CNPBM, CDDR et autres organisations pour le dialogue social et de promotion de la paix	200
Medias	150
Les autorités traditionnelles et religieuses	1 200
Forces de défense et de sécurité	300
Collectivités territoriales décentralisées	150
Communautés cibles y compris les enfants	9 000
Total	**22 500**

Les **bénéficiaires indirects** sont les membres des communautés des 30 communes cibles ou de la région ou les membres de la famille des participants, y compris ceux des communautés d'origine dans le cas des personnes déplacées qui retournent à la fin du conflit.

Les **organisations locales de femmes et de jeunes** représentées dans les zones ciblées joueront un rôle clé dans la sélection des bénéficiaires directs. Des exemples de telles organisations engagées localement sont l'Association de Lutte contre les Violences faites aux Femmes - Antenne Extrême Nord (ALVF-EN), *African Women Leaders Network* (AWLN), l'Association des Femmes et Filles de l'Adamaoua - AFFADA, Femmes Artisans de Paix (PAPC), PAYNCoP, *Local Youth Corner* (LOYOC), *Cameroon Youth and Students Forum for Peace*, AfricAvenir-G54, Dynamique mondiale des Jeunes (DMJ), Accord Parfait, Cercle international pour la Promotion de la Création (CIPCRE), *Women in Alternative Action* (WAA), Réseau des Jeunes du Cameroun (REJAC), ALDEPA.

Répartition géographique

Le projet a une envergure géographique nationale avec un focus sur 30 communes identifiées conjointement avec le Gouvernement dans les 10 régions du Cameroun, avec un focus sur les régions du Nord-Ouest, Sud-Ouest, Extrême-Nord, Est, et Adamaoua:

Régions	Communes	Justifications
Adamaoua	Meiganga	Localité très cosmopolite du fait des mouvements des déplacés et réfugiés en provenance de la RCA. L'insécurité et les tensions intercommunautaires y subsistent. Faible représentation des femmes et des jeunes dans la prise de décision.
Centre	Makenene	C'est une commune « carrefour » entre plusieurs régions et qui est hautement multiculturelle et multiethnique. Elle a souvent été le théâtre d'importantes rivalités sociales, voire de conflits. Il y subsiste une faible représentation des femmes et des jeunes dans les mécanismes de prise de décision. Le projet peut s'appuyer sur ce Cameroun multiculturel en miniature et sur les groupes et structures dynamiques de femmes et de jeunes pour asseoir les bonnes pratiques de cohésion sociale, de culture de la paix et de la promotion du multiculturalisme.
Est	Bertoua 2, Garoua Boulai, Betaré Oya, Mandjou, Kette, Ouli, Kenzou	Des localités très cosmopolites du fait des mouvements des déplacés et réfugiés en provenance de la RCA. L'insécurité et les tensions intercommunautaires y subsistent. Faible représentation des femmes et des jeunes dans la prise de décision.
Extrême Nord	Gazawa, Goulfey, Blangoua, Dougmachi, Kobro, Kousseri, Makary, Mokolo	Cette région a une population hétérogène / cosmopolite. Elle contient des poches d'insécurité et de troubles sociaux dus aux assauts de Boko Haram. Le retour progressif à la normal et le processus de DDR en cours implique un appui important en matière de tolérance, culture de la paix et de cohésion sociale.

Régions	Communes	Justifications
Littoral	Loum, Mbanga, Nkongsamba	Ce sont des localités limitrophes du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, les 2 régions au cœur de la crise anglophone. Elles accueillent beaucoup de déplacés ce qui crée un défi grandissant en matière de cohabitation pacifique et de respect de la diversité culturelle, ainsi que des défis en matière de VBG et de protection des enfants.
Nord	Mayo Oulo	Région qui subit les conséquences des crises dans les régions de l'Extrême-Nord et de l'Adamoua et dans laquelle un projet PBF est en cours. Consolidation des acquis en termes de culture de la paix.
Nord-Ouest	Santa, Bamenda I	Zones au cœur de la crise anglophone.
Ouest	Babadjou, Fongo Tongo	Ce sont les localités limitrophes du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, les 2 régions au cœur de la crise anglophone. Elles accueillent beaucoup de déplacés ce qui crée un défi grandissant en matière de cohabitation pacifique et de respect de la diversité culturelle, ainsi que des défis en matière de VBG et de protection des enfants.
Sud	Ebolowa- kye ossi	C'est une zone frontalière entre le Gabon, le Congo, la Guinée équatoriale qui a souvent été le théâtre d'importantes rivalités politiques et même de conflits au quotidien. Forte insécurité due au déplacement des peuples du Noun, et des déplacés du NO-SO voulant se rendre dans les pays voisins. Des groupes et des structures dynamiques de femmes et de jeunes qui permettront de mener des campagnes de sensibilisation pour la cohésion sociale.
Sud-Ouest	Buea, Nguti	Zones au cœur de la crise anglophone.

Compte tenu de la complexité des défis actuels en matière de paix au Cameroun, et en particulier dans les trois régions les plus touchées par les conflits, le projet sera mené conformément au modèle de programmation sensible au conflit *Do No Harm*, tout en gardant à l'esprit que la mise en œuvre du projet peut avoir des conséquences sur les individus et la dynamique de groupe et le contexte dans les zones cibles susmentionnées. L'équipe de coordination évaluera à chacune de ses réunions la situation sur le terrain et les contraintes possibles.

Visibilité

Sous la supervision de l'UNESCO, agence-lead, un plan de communication sera élaboré en prenant en compte les orientations stratégiques en matière de visibilité des projets PBF, avec de ses livrables intermédiaires, des résultats et impacts. La visibilité du projet sera tout d'abord marquée par le lancement officiel. La stratégie s'assurera de toute la documentation et publication des bonnes pratiques du projet. Des outils de communication prenant en compte l'information, l'éducation et la sensibilisation à la tolérance/culture de la paix, la prévention des violences et la gestion des conflits seront développés pour permettre la diffusion des valeurs inhérentes à la consolidation de la paix et du rôle des jeunes, des femmes et des enfants. Des films et des photos seront produits et diffusés par les canaux de la communication traditionnelle et moderne. Des émissions radiophoniques produites sur des thématiques de la cohabitation pacifique et de la consolidation de la paix seront diffusées sur des antennes de radios communautaires et de proximité associées au projet.

D'autres voies d'information telles que les réseaux sociaux seront mises à contribution pour vulgariser les idéaux de la paix, notamment les Résolutions des Nations Unies 1325, 2250 et 2419, dans le cadre de ce projet. Les jeunes ambassadeurs de la paix, les femmes, les animateurs des radios communautaires, les jeunes leaders des associations, les leaders traditionnels, coutumiers et les élus locaux seront formés aux modules axés sur la culture de la paix, la tolérance, la cohésion sociale, les enjeux d'une réinsertion pacifique, le plaidoyer, la mobilisation sociale et la consolidation de la paix ainsi que la prise en compte des jeunes et des femmes. Ces porteurs de message de la paix, à différents niveaux, outillés du plan d'action local élaboré à cet effet, diffuseront les messages orientés vers l'ensemble des communautés.

III. Gestion du projet et coordination (4 pages max)

a) Organisations bénéficiaires et partenaires de mise en œuvre

Le projet sera mis en œuvre sous la coordination générale du Coordonnateur résident des Nations Unies et du Ministre de l'économie et de l'aménagement du territoire du Gouvernement. L'opérationnalisation sera assurée par les trois Agences bénéficiaires directs UNESCO, UNWOMEN et UNICEF en collaboration du Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie – Afrique Centrale (CNUDHD-AC) qui assurera l'appui technique relatif aux questions des droits de l'homme. L'UNESCO assurera lead des interventions des agences. A cet effet, sous la supervision du représentant (Directeur) l'UNESCO, le coordonnateur du projet assura la liaison directe avec le bureau de la coordination du système des Nations unies au Cameroun, avec entre autres objectifs d'assurer l'alignement des interventions du projet à la programmation actuelle de la coopération entre les Cameroun – SNU en matière de développement et de gestion des urgences

Organisation bénéficiaire	Budget total dans l'année précédente	Sources principales du budget	Emplacement des bureaux dans le pays	Nombre de personnel existant (et combien dans les zones du projet)	Experts techniques existants pertinents au projet
UNESCO	$ 5 095 982	UNESCO, Donateurs	Yaoundé, Buea, Bamenda	48 7	12
ONU Femmes	$ 3 524 971.62	PBF, UNAIDS, Gouvernement Suédois, CERF	Yaoundé-Buea, Bamenda, Maroua	21 1 1 3	7
UNICEF	$ 4 921 000	UNICEF/Donateurs	Yaoundé, Maroua Kousseri Bertoua Buea Bamenda	143 21 2 15 19 2	15

L'UNESCO assurera également la direction et coordonnera l'élaboration des plans de travail annuels du projet, et veillera à la préparation et à la consolidation des rapports à l'intention du PBF. Des supports de communication spécifiques seront également produits et la visibilité de PBF sera toujours assurée tout au long du projet. Le mandat de l'UNESCO est de construire la paix dans l'esprit des hommes et des femmes à travers l'éducation, la culture, les sciences et la communication.

UNESCO : Dans le cadre du présent projet, l'UNESCO va s'appuyer sur son action, ses ressources et ses outils sur : (i) la promotion de la diversité culturelle et son Programme MOST pour la gestion des transformations sociales : l'UNESCO engage les jeunes à protéger toutes les formes de patrimoine et à promouvoir la diversité culturelle afin de promouvoir des sociétés plus justes, plus inclusives et plus pacifiques. L'UNESCO considère l'éducation à la paix, les dialogues interculturels, inter religieux et inter générationnels ainsi que les mécanismes traditionnels comme des outils puissants de dialogue et de résolution pacifique des conflits. (ii) L'éducation citoyenne en tant qu'instrument de prévention de la violence et de consolidation de la paix en renforçant la résilience des jeunes faces aux messages extrémistes violents, favorisant ainsi un sens positif de l'identité et de l'appartenance. (iii) Participation et autonomisation des jeunes / femmes, en responsabilisant les jeunes femmes et hommes en tant qu'agents de changement, de consolidation de la paix et de transformations sociales, en mettant l'accent sur les résolutions 2250, 2419 et 1325 des Nations Unies. Il s'agira de former une nouvelle génération de jeunes et d'influenceurs-jeunes dotés de compétences et de mécanismes

leur permettant de comprendre et d'intégrer la consolidation de la paix et le leadership, tout en leur inculquant une vision appropriée des approches non violentes du conflit. (iv) Communication et prévention des crises en ligne et hors ligne, dans les médias et les communautés, en mobilisant les parties prenantes - notamment les jeunes, les décideurs politiques, les chercheurs et les acteurs des médias - pour prendre des mesures efficaces, en ligne et hors ligne, afin de prévenir les conflits, l'extrémisme violent et les discours haineux et la radicalisation sur Internet, dans les médias et dans les communautés, et d'y faire face et promouvoir la paix, la tolérance, la citoyenneté en ligne et le dialogue. Enfin, l'UNESCO va s'appuyer sur ses outils normatifs inhérents à la culture, notamment ceux liées à la promotion et au respect de la diversité culturelle et de l'expression culturelle, moteurs de cohésion sociale.

ONU Femmes est reconnu pour son corpus national de connaissances et d'expertise en matière d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes. Grâce à son réseau solide avec les femmes et les organisations de la société civile, à sa présence sur le terrain et à son expérience de catalyseur du changement en profondeur, ONU Femmes est bien placé pour fournir des solutions complètes aux femmes et jeunes femmes marginalisées, avec des partenaires dotés de mandats, d'expériences et de relations complémentaires. Le nouveau projet s'appuiera sur l'expérience d'ONU Femmes en matière de promotion aux niveaux politique, national, régional et local, consolidée entre outre par le projet PBF en cours, ainsi que de son vaste réseau de relations avec la société civile et des organisations communautaires. Ce travail créera un environnement propice et l'espace requis pour lancer, élargir les possibilités d'apprentissage et fournir un appui pour favoriser la multiplication des possibilités politiques pour les femmes et les jeunes femmes marginalisées et consolider la cohésion sociale. ONU Femmes a de l'expérience dans la mise en place des « espaces de cohésion pour les femmes » dans les camps de réfugiés et les communautés hôtes qui servent de refuges sûrs et fournissent des services intégrés comprenant un soutien psychosocial, un soutien par les pairs, des services de conseil et d'orientation. Ces espaces offrent une sensibilisation, un renforcement des capacités et des loisirs aux réfugiés, aux personnes déplacées, aux anciens otages de Boko Haram et aux femmes vulnérables des communautés hôtes. L'expérience d'ONU Femmes jouera un rôle déterminant dans l'exécution de ce projet visant à renforcer la protection et l'autonomisation des femmes et des filles marginalisées en situation de crise.

L'UNICEF en tant qu'agence des Nations Unies spécialisée dans la promotion et la préservation des droits de l'enfant, a un rôle essentiel dans le présent projet. En effet, dans un contexte à la fois marqué par des actions humanitaires et de développement au profit de l'enfant, l'UNICEF aidera à mobiliser la volonté politique et les ressources dédiées pour donner la priorité aux enfants qui sont le plus dans le besoin. A ce titre, il développera des actions pour aider à la survie, la protection et l'épanouissement des enfants, mais également, à veiller à faire bénéficier les enfants les plus vulnérables de protections spéciales. Dans son rôle de préservation des droits de l'enfant, l'UNICEF a la capacité de former les forces de défense et de sécurité ainsi que des membres des comités de vigilance sur la protection de l'enfant en situations d'urgence. Il en va de même pour la formation des organisations de la société civile et des communautés sur les thématiques similaires. L'une des actions déterminantes sera aussi le soutien psychosocial aux enfants affectés par les diverses crises. Des appuis seront apportés aux initiatives communautaires des clubs d'adolescents pour mieux sensibiliser les groupes cibles sur les différentes thématiques des droits des enfants, le vivre ensemble/cohésion sociale, la non-violence et la culture de la paix. La question du bilinguisme étant saillante, l'UNICEF agira auprès des autorités pour la révision des curricula dans l'éducation de base ainsi que la promotion du bilinguisme en milieu jeune. Le vivre ensemble et la paix passent aussi par la propagation des comportements sains en milieu jeune. De ce fait, l'UNICEF avec

son expérience dans l'Initiative ALL IN pourra mieux armer les adolescents à mieux barrer la voie au VIH/SIDA. Enfin, l'expérience avérée de l'UNICEF dans le U-REPORT (un outil gratuit et apolitique qui favorise la participation des populations à la prise de décision à travers des sondages) servira à la collecte et à l'analyse des données issues des bénéficiaires pour un meilleur suivi et une évaluation conséquente du projet.

Le CNUDHD-AC sera associé à la réflexion technique en vue de l'élaboration des stratégies, de la conception des documents ainsi que de la mise en œuvre des activités ayant une orientation particulière vers les droits de l'hommes. Les activités de renforcements des capacités des forces de sécurité et de maintien de l'ordre seront alignées sur celles déjà réalisées, en cours, ou planifiées par le CNUDHD-AC.

Les agences de mise en œuvre du projet auront des partenariats avec des ONG, et OSC, à travers des transferts et des subventions aux homologues, selon la spécificité des activités et des zones de mise en œuvre.

b) **Gestion du projet et coordination**

Le projet sera mis en œuvre de façon concertée et consensuelle par les trois agences, sous la coordination de l'UNESCO, en collaboration avec les ministères sectoriels et leurs structures spécialisées et déconcentrées à l'échelle nationale et locale, en y incluant les communes, les communautés et les OSC/OBC. Chaque agence recevra directement le montant du budget y relatif et sera ainsi responsable de l'établissement des partenariats opérationnels pour la mise en œuvre des activités.

Le comité de gestion de projet est composé de 4 organes principaux :

- **Comité de pilotage** : dirigé par les Services du Premier Ministre. Il est composé de la Coordonnatrice du Système des Nations Unies, de 3 chefs d'agences bénéficiaires (UNESCO, ONU Femmes et UNICEF) et des ministères sectoriels MINEPAT, MINPROFF, MINJEC, MINAC, MINAS, du président de la CDDR, et de la CNPBM. Le comité de pilotage est chargé de l'orientation stratégique du projet.
- **Secrétariat technique PBF-RCO :** Le secrétariat du PBF basé au sein du Bureau de la Coordonnatrice résidente et chargé de la coordination globale des trois projets PBF, fournira une orientation générale sur la gestion du programme et assurera un suivi des opérations. En consultation avec les agences bénéficiaires, le Secrétariat proposera des directives stratégiques à prendre en compte dans le processus de mise en œuvre des fonds.
  Le Secrétariat du PBF assurera la coordination générale de ce projet en tenant compte de son effet catalyseur, à savoir sa dimension significative (couverture nationale) et sa portée (impact sur la cohésion sociale et les mécanismes de résolution des conflits au Cameroun).
  Le Secrétariat veillera également à une communication claire et cohérente sur la consolidation de la paix, en coordination avec le Comité de pilotage, afin de sensibiliser les partenaires bilatéraux et multilatéraux, d'obtenir plus de financement pour la consolidation de la paix au Cameroun.
- **Comité technique** : co-présidé par le Directeur général de la Coopération au MINEPAT et le Représentant de l'UNESCO. Il est composé des responsables de programmes : UNESCO, ONU Femmes, UNICEF et des points focaux du MINEPAT et de tous les ministères visés par les thématiques connexes au projet, de la CDDR et

de la CNPBM. Le comité technique est chargé de l'adoption des plans de travail annuels, de l'examen et de l'adoption des rapports, et des avis techniques pour la mise en œuvre du projet.

Lors de la mise en œuvre, le Comité veillera sur l'effet catalytique du projet, en s'assurant que le projet (i) ait un impact substantiel, (ii) procure un effet de soutien et crée des effets multiplicateurs, (iii) soit en mesure d'influencer positivement la cohésion sociale aux niveaux national, local et communautaire, et (iv) et contribue finalement à la réalisation de la vision décrite dans la Section II c) ci-dessus.

- **Groupe de coordination des Nations Unies** : La coordination générale du projet et le suivi/évaluation du projet seront assurés par UNESCO qui est le chef de file du consortium de mise en œuvre du Projet. Le groupe est composé du coordonnateur de projet et de l'équipe technique directement dédiée au projet, ainsi que des spécialistes en suivi et évaluation. Le groupe de coordination est chargé de la mise en œuvre des activités sur le terrain.

- **Mécanisme opérationnel :** Le staffing dédié à la mise en œuvre du projet travaillera en étroite collaboration avec des entités gouvernementales aux niveaux central et décentralisé ainsi qu'avec les OSCs partenaires.

En fonction des mandats respectifs et valeurs ajoutées, chaque agence participante interviendra sur les différents volets du projet de la manière suivante :

Produits du projet	Agence principale	Agences participantes et partenaires de mise en œuvre envisagés
Produit 1.1 Des cadres/mécanismes de concertation entre OBC, OSC de jeunes/ adolescents, des femmes, leaders religieux et traditionnels sont mis en place et accompagnés	UNICEF	ONU Femmes – UNESCO - MINAC – MINDDEVEL- MINAT- MINDEF- MINPROFF- MINAS- OSC/OBC - ACADIR
Produit 1.2 : Les OBC, OSC de jeunes/ femmes, leaders religieux et traditionnels participent et contribuent effectivement à la vie publique de leurs localités et à la prévention et résolution des conflits	ONU Femmes	UNESCO- UNICEF- MINAC- MINDDEVEL- MINAT- MINDEF- MINPROFF- MINAS- MINEPAT- OSC/OBC - ACADIR
Produit 2.1: Les forces de sécurité (FDS) exercent leurs fonctions dans le respect des principes d'un état de droit	UNESCO	ONU Femmes- UNICEF- MINAC- MINDDEVEL- MINAT- MINDEF- MINPROFF- MINAS- MINEPAT- OSC/OBC - CEIDES
Produit 2.2 : Les femmes, les enfants et les jeunes victimes de violence ont accès aux services holistiques et appropriés de soutien	UNICEF	ONU Femmes- UNESCO- MINAC- MINDDEVEL- MINAT MINDEF- MINPROFF- MINAS- MINEPAT- OSC
Produit 3.1. : La paix, le vivre ensemble, le multiculturalisme et la prévention des conflits sont promus aux niveaux local, régional et national	UNESCO	ONU Femmes – UNICEF - MINAC – MINEDUB - MINEPAT CNBPM - CERDOTOLA
Produit 3.2 : L'approche « consolidation de la paix » sensible au genre, jeunes est intégrée dans les politiques, les stratégies sectorielles, et les plans de développement au niveau local et national	ONU Femmes	ONU Femmes – UNICEF - MINAC – MINDDEVEL- MINAT - MINDEF – MINEPAT- CNBPM- OSC

Le staffing global pour toute la durée du projet se structure ainsi qu'il suit :

Agence	Poste	Grade	Coût par poste (USD)	Coûts par Agence (USD)
UNESCO	Coordonnateur	SB5/4	89052	127 598
	Assistant	SB 3/1	23931	
	Chauffeur	SB 1/4	14615	
ONU Femmes	Chargé(e) de Programme	SB4/4	84739	131 166
	M§E Officer	SB4/1	46427	
UNICEF	Adolescent Officer	NOA	79936	79 936
TOTAL				**338 700**

En ce qui concerne la stratégie de déploiement, les agences bénéficiaires mettront en œuvre des activités conformes au *Criticality* du Programme des Nations Unies. La stratégie consiste à renforcer les capacités nationales pour assurer la durabilité des interventions. Les 3 agences utiliseront donc à la fois la mise en œuvre directe et indirecte des activités. Certaines activités seront menées par le personnel des agences sous la supervision de responsables de projets. Par ailleurs, les agences signeront des lettres d'entente avec des entités gouvernementales (accords de coopération de projet) et des ONG locales ayant déjà travaillé dans des zones de conflit.

IDENTIFICATION DU RISQUE									GESTION DU RISQUE	SUIVI ET REVUE
ID DU RISQUE	ETIQUETTE DE RISQUE	EVENEMENT	CAUSE	CONSEQUENCE	DIMENSION DU RISQUE	ANALYSE DU RISQUE			PLAN/REPONSES	ATTENUATION RESPONSABLE
						PROBABILITE	CONSEQUENCE	EVALUATION DU RISQUE RESIDUEL		
Insérer une référence unique	*Identifier l'étiquette de risque pertinente (description abrégée du risque)*	*Faire ressortir l'événement potentiel avec suffisamment de détails*	*Décrire les potentielles causes profondes*	*Décrire l'impact*	*Sélectionnez: Contextuel, Normatif, Coordination, Programmatique, Normatif ou Institutionnel*	*Probabilité qu'un événement à risque se produise après avoir pris en compte l'efficacité du contrôle*	*Impact potentiel d'un événement à risque compte tenu de l'efficacité du contrôle*	*Produit des colonnes I et J après prise en compte des contrôles existants*	*Indiquez les actions prévues pour gérer ou atténuer davantage le risque.*	*Indiquez qui sera responsable de la mise en œuvre des mesures d'atténuation*
1	Politique	Persistance de tensions sociales et politiques dans certaines régions	Contextuel	3. Modérée	5. Critique	15	Tenir le gouvernement informé Décisions importantes prises par le RCO en cas de situation critique Activités de plaidoyer auprès des différents acteurs.	1	Politique	Persistance de tensions sociales et politiques dans certaines régions
2	Capacité	Capacité des partenaires externes sur le terrain (notamment des ONGs et OSCs) à mettre en œuvre. Faible capacité technique des partenaires de mise en oeuvre	Programmatique	3. Modérée	3. Modérée	9	Les agences mettront en applications des mesures d'évaluation des potentiels partenaires avant le choix ou la sélection dans la mise en œuvre du projet. renforcer les capacités des partenaires de mise en oeuvre (OSC)	2	Capacité	Capacité des partenaires externes sur le terrain (notamment des ONGs et OSCs) à mettre en œuvre. Faible capacité technique des partenaires de mise en oeuvre

3	Procédures	Les procédures internes des Agences peuvent retarder la mise en oeuvre du projet.	Programmtique	3. Modérée	3. Modérée	6	Déterminer clairement les interventions par Agence au moment de l'élaboration du projet conjoint ; anticiper la mise en oeuvre en préparant les termes de référence pour les intervenants clés ; la planification opérationnelle ; le plan de suivi évaluation ;	3	Procédures	Les procédures internes des Agences peuvent retarder la mise en oeuvre du projet.
4	Partenariat	Multiplication des partenaires OSC de mise en oeuvre et manque de coordination/faiblesse de suivi. Le clientélisme et la complaisance dans la désignation des OSC partenaires ainsi que des bénéficiaires	Instituttionnel	3. Modérée	5. Critique	15	Les critères de choix des bénéficiaires seront établis dans le cadre de l'opérationnalisation des activités. Maintien de communication constante avec toutes les parties prenantes et organisation des réunions de cadrage	4	Partenariat	Multiplication des partenaires OSC de mise en oeuvre et manque de coordination/faiblesse de suivi. Le clientélisme et la complaisance dans la désignation des OSC partenaires ainsi que des bénéficiaires
5	Environnement sécuritaire sur les sites du projet	Faible implication/participation des bénéficiaires	Contextuel	3. Modérée	5. Critique	15	Les agences s'efforceront de mettre en œuvre une approche participative afin de s'assurer que les principales parties prenantes soient impliquées pendant la phase de mise en œuvre. Cela catalysera l'appropriation.	5	Environnement sécuritaire sur les sites du projet	Faible implication/participation des bénéficiaires
6	Coordination	Manque de coordination adéquat entre les agences des Nations Unies pourrait contribuer à une faible mise en œuvre du projet,	Instutitionnel et communication	3. Modérée	5. Critique	15	Les agences vont assurer une mise en œuvre efficace du projet conformément aux principes de DaO	6	Coordination	Manque de coordination adéquat entre les agences des Nations Unies pourrait contribuer à une faible mise en œuvre du projet,

		et impacter les efforts de consolidation de la paix								et impacter les efforts de consolidation de la paix
8	Mise en oeuvre du projet	Echec dans l'exécution des processus programmatiques, y compris la coordination avec le gouvernement	Programmatique et institutionnel	5. Modérée	4. Modérée	20	-Les agences développeront des partenariats avec d'autres acteurs nationaux pour obtenir des résultats en fonction des avantages comparatifs. -Les agences demanderont également l'appui de leur bureau régional et de leur siège, y compris la coopération sud-sud avec d'autres bureaux -En ce qui concerne le niveau de pauvreté et la forte demande de revenus, les bénéficiaires peuvent manifester une certaine frustration. Nous veillerons dès le début à une communication claire sur les moyens disponibles. Cela sera soutenu par une transparence et une responsabilité claires dans la gestion du projet.	8	Mise en oeuvre du projet	Echec dans l'exécution des processus programmatiques, y compris la coordination avec le gouvernement

c) **Suivie / évaluation**

Un mécanisme de suivi et d'évaluation avec des références de base et des indicateurs sera mis en place avec l'élaboration régulière des rapports, le suivi des activités et la collecte des données. Des réunions de coordination régulières avec toutes les agences d'exécution (UNESCO, ONU Femmes et UNICEF) seront organisées. Le Secrétariat du PBF sera sollicité périodiquement pour l'appui au suivi-évaluation notamment en termes d'agrégation des données et d'analyses multisectorielles. Une base de données commune et des indicateurs seront conçus. Conformément aux directives de PBF, des rapports seront agrégés tous les six mois et les leçons apprises seront régulièrement archivées et partagées. En outre, une évaluation finale indépendante du projet sera organisée en temps opportun avec le budget alloué au projet. Le Secrétariat du PBF sera impliqué dans le processus de réalisation de cette évaluation indépendante.

Suivi : les réunions de coordination du projet –qui se tiendront tous les mois dans le premier trimestre et après une fois par trimestre -, constitueront un mécanisme de suivi important pour la mise en œuvre efficace du projet dans les délais impartis. Une évaluation interne à mi-parcours sera menée par l'équipe de projet et les experts en suivi et évaluation des agences avec la facilitation technique du Secrétariat PBF. Le rapport de l'évaluation à mi-parcours constituera un instrument important pour ajuster la mise en œuvre au cours de la période restante.

Collecte des données : les spécialistes du suivi et de l'évaluation s'appuieront sur la collecte de la documentation pertinente telles que les rapports trimestriels. Les partenaires d'exécution prépareront et soumettront des rapports d'état de mise en œuvre trimestriels pour révision, compilation et soumission au Comité de gestion du projet. Au début du projet, la coordination du projet s'assurera que toutes les données de base ont été rassemblées et entrées dans le cadre de résultats. S'il existe des informations incomplètes à ce sujet, les spécialistes du suivi et évaluation mèneront conjointement en début de projet un exercice de collecte afin d'obtenir les données manquantes. A ce sujet, le secrétariat du PBF pourra être sollicité pour partage des bonnes pratiques, et appuyer la finalisation des baselines afin d'avoir les données adaptées au contexte de mise en œuvre du projet. Des exercices de collecte de données similaires seront menés à mi-parcours et à la fin du projet.

Évaluation : Un examen à mi-parcours et une évaluation indépendante finale seront effectués. L'examen à mi-parcours a pour objectif de déterminer si les activités sont en bonne voie et que les résultats attendus pourront être atteints. À la fin de la mise en œuvre du projet, l'évaluation indépendante finale mesurera les résultats obtenus et l'impact au regard des résultats finaux attendus du projet. Ces étapes critiques qui visent respectivement à réorienter le projet et à mesurer son effet sur les populations cibles seront facilitées dans leur dimension méthodologique et analytique par le Secrétariat du PBF. Les activités de suivi et de collecte de données mentionnées ci-dessus doivent être programmées de manière à contribuer à la révision à mi-parcours et à l'évaluation finale.

d) **Stratégie de fin de projet / durabilité** – Expliquez la stratégie de sortie du projet et comment le projet clôturera ses activités, y compris les mesures de la durabilité, des accords avec d'autres bailleurs de fonds pour une mobilisation des ressources, et indiquer les activités qui n'auront plus besoin de financement. S'il est prévu que d'autres bailleurs de fonds soutiennent le projet à sa conclusion, expliquez comment le

projet assurera ce soutien de manière proactive dès le début du projet. Le cas échéant, quel sont les liens avec des plateformes ou partenariats existants ?

La durabilité du projet repose sur l'ambition de renforcer le cadre institutionnel existant. Il ne s'agira pas de créer de nouvelles structures. Pour cela, une cartographie des acteurs sera établie au début du projet ainsi qu'une analyse. En outre, l'approche sexospécifique, l'approche fondée sur les droits de l'homme et le principe *Leave No One Behind* guideront toutes les interventions du projet. Sur le plan technique, la durabilité sera assurée par la mise en place d'équipes et mécanismes pertinents et d'outils adéquats pour les différentes parties prenantes du projet, de manière à assurer une bonne prise en main par les autorités nationales. Les conseils locaux seront au centre des interventions en tant que structures décentralisées, proches des populations. Avec la décentralisation en cours dans le pays, cette approche a l'avantage de garantir la pérennité des actions menées et des résultats à travers les plans communaux de développement. Le projet visera à intégrer une formation ciblée dans les CPFF et les CMPJ. Les communautés bénéficiaires feront partie de toutes les étapes du projet (planification, mise en œuvre, suivi et évaluation).

IV. Budget du projet

Produit du projet	Agences bénéficiaires	Budget	Commentaires
Produit 1.1 Des cadres/mécanismes de concertation entre OBC, OSC de jeunes/ adolescents, des femmes, leaders religieux et traditionnels sont mis en place et accompagnés	UNESCO	127 000	
	ONU Femmes	108 800	
	UNICEF	71 000	
Produit 1.2 : Les OBC, OSC de jeunes/ femmes, leaders religieux et traditionnels participent et contribuent effectivement à la vie publique de leurs localités et à la prévention et résolution des conflits	UNESCO	181 118,59	
	ONU Femmes	216 386	
	UNICEF	72 000	
Produit 2.1: Les forces de sécurité (FDS) exercent leurs fonctions dans le respect des principes d'un état de droit	UNESCO	44 600	
	ONU Femmes	105 000	
	UNICEF	77 000	
Produit 2.2 : Les femmes, les enfants et les jeunes victimes de violence ont accès aux services holistiques et appropriés de soutien.	UNESCO	71 400	
	ONU Femmes	80 000	
	UNICEF	82 000	
Produit 3.1. La paix, le vivre ensemble, le multiculturalisme et la prévention des conflits sont promus aux niveaux local, régional et national	UNESCO	108 000	
	ONU Femmes	95 000	
	UNICEF	77 700	
Produit 3.2 : L'approche « consolidation de la paix » sensible au genre, jeunes est intégrée dans les politiques, les stratégies sectorielles, et les plans de développement au niveau local et national	UNESCO	79 500	
	ONU Femmes	92 000	
	UNICEF	74 255	

Voir les deux tableaux du budget en annexe D (document Excel à part).

Rajouter ici une copie du tableau MPTF UNDG catégorie une fois le budget révisé et finalisé.

BUDGET				
	UNESCO	ONU Femmes	UNICEF	Total
	$ -	$ -	$ -	
1. Personnel et autres employés	$ 142 547,00	$ 131 296,00	$ 80 755,00	**$ 354 598,00**
2. Fournitures, produits de base, matériels	$ 63 700,00	$ 40 000,00	$ 45 650,00	**$ 149 350,00**
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)	$ 78 000,00	$ 50 000,00	$ 106 200,00	**$ 234 200,00**
4. Services contractuels	$ 43 300,00	$ 20 000,00	$ - 5 000,00	**$ 68 300,00**
5. Frais de déplacement	$ 53 200,00	$ 61 000,00	$ 63 000,00	**$ 1 77 200,00**
6. Transferts et subventions aux homologues	$ 235 758,59	$ 404 404,00	$ 119 000,00	**$ 759 304,00**
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	$ 35 758,59	$ 30 386,00	$ 60 000,00	**$ 1 26 144,59**
Sous-budget total du projet	$ 652 405,59	$ 737 086,00	$ 479 605,00	**$ 1 869 096,59**
Coûts indirects (7%):	$ 45 668,59	$ 51 596,02	$ 33 572,35	**$ 130 836,76**
TOTAL	**$ 698 073,98**	**$ 788 682,02**	**$ 513 177,35**	**$ 1999 993, 35**

Annex A.1: Project Administrative arrangements for UN Recipient Organizations

(This section uses standard wording – please do not remove)

The UNDP MPTF Office serves as the Administrative Agent (AA) of the PBF and is responsible for the receipt of donor contributions, the transfer of funds to Recipient UN Organizations, the consolidation of narrative and financial reports and the submission of these to the PBSO and the PBF donors. As the Administrative Agent of the PBF, MPTF Office transfers funds to RUNOS on the basis of the signed Memorandum of Understanding between each RUNO and the MPTF Office.

AA Functions

On behalf of the Recipient Organizations, and in accordance with the UNDG-approved "Protocol on the Administrative Agent for Multi Donor Trust Funds and Joint Programmes, and One UN funds" (2008), the MPTF Office as the AA of the PBF will:

- Disburse funds to each of the RUNO in accordance with instructions from the PBSO. The AA will normally make each disbursement within three (3) to five (5) business days after having received instructions from the PBSO along with the relevant Submission form and Project document signed by all participants concerned;
- Consolidate the financial statements (Annual and Final), based on submissions provided to the AA by RUNOS and provide the PBF annual consolidated progress reports to the donors and the PBSO;
- Proceed with the operational and financial closure of the project in the MPTF Office system once the completion is completed by the RUNO. A project will be considered as operationally closed upon submission of a joint final narrative report. In order for the MPTF Office to financially closed a project, each RUNO must refund unspent balance of over 250 USD, indirect cost (GMS) should not exceed 7% and submission of a certified final financial statement by the recipient organizations' headquarters);
- Disburse funds to any RUNO for any costs extension that the PBSO may decide in accordance with the PBF rules & regulations.

Accountability, transparency and reporting of the Recipient United Nations Organizations

Recipient United Nations Organizations will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

Each RUNO shall establish a separate ledger account for the receipt and administration of the funds disbursed to it by the Administrative Agent from the PBF account. This separate ledger account shall be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures, including those relating to interest. The separate ledger account shall be subject exclusively to the internal and external auditing procedures laid down in the financial regulations, rules, directives and procedures applicable to the RUNO.

Each RUNO will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Semi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in

	submitted instead of an annual report if timing coincides)	consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

Financial reporting and timeline

Timeline	Event
30 April	Annual reporting – Report **Q4 expenses** (Jan. to Dec. of previous year)
Certified final financial report to be provided by 30 June of the calendar year after project closure	

UNEX also opens for voluntary financial reporting for UN recipient organizations the following dates

31 July	Voluntary Q2 expenses (January to June)
31 October	Voluntary Q3 expenses (January to September)

Unspent Balance exceeding USD 250, at the closure of the project would have to been refunded and a notification sent to the MPTF Office, no later than six months (30 June) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Ownership of equipment, supplies and other property financed from the PBF shall vest in the RUNO undertaking the activities. Matters relating to the transfer of ownership by the RUNO shall be determined in accordance with its own applicable policies and procedures.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (http://unpbf.org) and the Administrative Agent's website (http://mptf.undp.org).

Annex A.2: Project Administrative arrangements for Non-UN Recipient Organizations

(This section uses standard wording – please do not remove)

Accountability, transparency and reporting of the Recipient Non-United Nations Organization:

The Recipient Non-United Nations Organization will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each recipient in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

The Recipient Non-United Nations Organization will have full responsibility for ensuring that the Activity is implemented in accordance with the signed Project Document;

In the event of a financial review, audit or evaluation recommended by PBSO, the cost of such activity should be included in the project budget;

Ensure professional management of the Activity, including performance monitoring and reporting activities in accordance with PBSO guidelines.

Ensure compliance with the Financing Agreement and relevant applicable clauses in the Fund MOU.

Reporting:

Each Receipt will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Bi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

for additional PBF allocation if the context requires it		

Financial reports and timeline

Timeline	Event
28 February	Annual reporting – Report **Q4 expenses** (Jan. to Dec. of previous year)
30 April	Report **Q1 expenses** (January to March)
31 July	Report **Q2 expenses** (January to June)
31 October	Report **Q3 expenses** (January to September)
Certified final financial report to be provided at the quarter following the project financial closure	

Unspent Balance exceeding USD 250 at the closure of the project would have to been refunded and a notification sent to the Administrative Agent, no later than three months (31 March) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Matters relating to the transfer of ownership by the Recipient Non-UN Recipient Organization will be determined in accordance with applicable policies and procedures defined by the PBSO.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (http://unpbf.org) and the Administrative Agent website (http:www.mptf.undp.org)

Final Project Audit for non-UN recipient organization projects

An independent project audit will be requested by the end of the project. The audit report needs to be attached to the final narrative project report. The cost of such activity must be included in the project budget.

Special Provisions regarding Financing of Terrorism

Consistent with UN Security Council Resolutions relating to terrorism, including UN Security Council Resolution 1373 (2001) and 1267 (1999) and related resolutions, the Participants are firmly committed to the international fight against terrorism, and in particular, against the financing of terrorism. Similarly, all Recipient Organizations recognize their obligation to comply with any applicable sanctions imposed by the UN Security Council. Each of the Recipient Organizations will use all reasonable efforts to ensure that the funds transferred to it in accordance with this agreement are not used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime. If, during the term of this agreement, a Recipient Organization determines that there are credible allegations that funds transferred to it in accordance with this agreement have been used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime it will as soon as it becomes aware

of it inform the head of PBSO, the Administrative Agent and the donor(s) and, in consultation with the donors as appropriate, determine an appropriate response.

Non-UN recipient organization (NUNO) eligibility:

In order to be declared eligible to receive PBF funds directly, NUNOs must be assessed as technically, financially and legally sound by the PBF and its agent, the Multi Partner Trust Fund Office (MPTFO). Prior to submitting a finalized project document, it is the responsibility of each NUNO to liaise with PBSO and MPTFO and provide all the necessary documents (see below) to demonstrate that all the criteria have been fulfilled and to be declared as eligible for direct PBF funds.

The NUNO must provide (in a timely fashion, ensuring PBSO and MPTFO have sufficient time to review the package) the documentation demonstrating that the NUNO:

- Has previously received funding from the UN, the PBF, or any of the contributors to the PBF, in the country of project implementation
- Has a current valid registration as a non-profit, tax exempt organization with a social based mission in both the country where headquarter is located and in country of project implementation for the duration of the proposed grant. (**NOTE**: If registration is done on an annual basis in the country, the organization must have the current registration and obtain renewals for the duration of the project, in order to receive subsequent funding tranches)
- Produces an annual report that includes the proposed country for the grant
- Commissions audited financial statements, available for the last two years, including the auditor opinion letter. The financial statements should include the legal organization that will sign the agreement (and oversee the country of implementation, if applicable) as well as the activities of the country of implementation. (**NOTE**: If these are not available for the country of proposed project implementation, the CSO will also need to provide the latest two audit reports for a program or project based audit in country.) The letter from the auditor should also state whether the auditor firm is part of the nationally qualified audit firms.
- Demonstrates an annual budget in the country of proposed project implementation for the previous two calendar years, which is at least twice the annualized budget sought from PBF for the project[8]
- Demonstrates at least 3 years of experience in the country where grant is sought
- Provides a clear explanation of the CSO's legal structure, including the specific entity which will enter into the legal agreement with the MPTF-O for the PBF grant.

[8] Annualized PBF project budget is obtained by dividing the PBF project budget by the number of project duration months and multiplying by 12.

Annexe B: Cadre de résultats du projet (doit inclure les données ventilées par sexe et âge)[9]

Résultats	Produits	Indicateurs	Moyens de vérification/ fréquence de collecte	Étapes	COÛTS EN USD
D'ici la fin du projet, les populations ciblées (femmes/jeunes/hommes) sont outillées pour mettre en œuvre les mécanismes inclusifs et les outils de cohésion sociale (Cible(s) ODD auxquels le projet contribue) (Recommandations de l'Examen périodique universel des droits de l'homme auxquelles le projet contribue, le cas échéant, et l'année de l'Examen)	[redacted]	Indicateur 1.a. : - % de la population (% de femmes, % de jeunes filles, % de jeunes garçons et % d'hommes) mettant en œuvre les mécanismes inclusifs et les outils de cohésion sociale Niveau de référence : TBC Cible: (80% Femmes, 80% de jeunes filles, 85% de jeunes garçons, 90% hommes)	Rapports d'activités Sondage d'opinion U-Report	Identification, formations, Mise en place des cadres/mécanismes de concertation entre OBC, OSC, diffusion des messages de paix	**776 304,59**
		Indicateur 1.b. : - % de la population (% de femmes, % de jeunes filles, % de jeunes garçons et % d'hommes) promouvant les idéaux de paix et de vivre ensemble Niveau de référence : TBC Niveau de référence : 0% Cible: (90% Femmes, 85% de jeunes filles, 90% de jeunes garçons, 95% hommes)	Rapports d'activités Sondage d'opinion U-Report	Identification, formations, Mise en place des cadres/mécanismes de concertation entre OBC, OSC, diffusion des messages de paix	
	Produit 1.1 Des cadres/mécanismes de concertation entre OBC, OSC de jeunes/ adolescents, des femmes, leaders religieux et traditionnels sont mis en place et accompagnés	Indicateur 1.1 : Pourcentage de citoyens des zones cibles qui pensent que les cadres de concertation dans leurs communautés sont inclusifs et à leur écoute (désagrégé par sexe, âge, et régions d'origines) Niveau de référence : AD Cible: Augmentation de 25% de réponses positives entre le début et la fin du projet Moyen de vérification : FGD/KII Localisation : niveau local			**306 800**
	Activité 1.1.1. Production des études et des évidences sur les mécanismes et cadres de concertation	Indicateur 1.1.1. : Nombre d'études et d'évidences produites Niveau de référence : 1 Cible : 3	Rapports des études	Lancement des études Exécution des études Validation des études	81 800

[9] Jeunes :15-35 ans (selon la Charte africain de l'UNESCO) ; femmes : 15-49 ans.

		Localisation : niveau régional			
	Activité 1.1.2. : Développement d'un plan d'actions de renforcement des capacités sur les mécanismes inclusifs et outils de cohésion sociale	Indicateur 1.1.2. : Plan d'action Niveau de référence : 0 Cible : 1 Localisation : niveau régional	Rapports de réalisation du plan	Lancement du processus de planification Validation de la planification	63 500
	Activité 1.1.3. : Renforcement des capacités institutionnelles et techniques des OBC et OSC de femmes et de jeunes pour la facilitation des concertations sur la paix, le vivre ensemble et la cohésion sociale.	Indicateur 1.1.3 : Pourcentage/nombre de nouveaux acteurs émergeants identifiés dans les zones d'intervention Nombre de clubs d'adolescents formés sur les compétences de vie courantes. Pourcentage de participants qui pensent que les contenus des formations leur permettront désormais de jouer un rôle positif pour la cohésion sociale et le vivre ensemble au travers de leurs actions. Niveau de référence : bénéficiaires de formations. Cible : au moins 75% Localisation : niveau local	Cartographie des acteurs OBC, OSC pertinents par localité ciblée Rapports d'activités du projet Rapports des administrations déconcentrées quant aux activités menées par les OSC, OBC Questionnaires de fin de formations. Questionnaire d'enquête auprès d'un échantillon représentatif de citoyens ayant bénéficier des services des institutions ciblées par le projet (début et fin du projet).	Avant mise en œuvre du projet, à mi-parcours et à la fin du projet	112 200
	Activité 1.1.4. : Appui à la mise en place de réseaux /coalitions entre OBC, OSC de jeunes/ adolescents, femmes, leaders religieux et traditionnels.	Indicateur 1.1.4 : Nombre de réseaux thématiques par région Niveau de référence : AD Cible: 1 Localisation : niveau local	Rapports d'activités du projet	Avant mise en œuvre du projet, à mi-parcours et à la fin du projet	21 770
	Activité 1.1.5 : Appui à la préparation et à la mise en œuvre des plans d'action pour le dialogue, la paix et la cohésion sociale, de promotion du multiculturalisme (rencontres foraines, réunions publiques, participation aux fora.)	Indicateur 1.1.5 : Nombre de plans d'actions communaux de consolidation de la paix développés par les OSC et OBC Niveau de référence : AD Cible :30Cible : 30 Localisation : niveau local	Rapports d'activités du projet	Avant mise en œuvre du projet, à mi-parcours et à la fin du projet	27 530

	Produit 1.2 : Les OBC, OSC de jeunes/ femmes, leaders religieux et traditionnels participent et contribuent effectivement à la vie publique de leurs localités et à la prévention et résolution des conflits .	Indicateur 1.2 : % de jeunes et de femmes participant aux mécanismes locaux/communautaires de prévention de prévention des conflits Niveau de référence : 0% Cible : 85% Localisation : niveau local			**469 504,59**
	Activité 1.2.1 : Formations des OBC, OSC aux questions de leadership, engagement et citoyenneté, construction d'opinion publique, guide pédagogique MIL (*Media and Information Literacy*), redevabilité sociale et prévention et réduction de risques de conflits.	Indicateur I.2.1. : Indicateur 1.2.1 : % de jeunes et de femmes participant aux mécanismes locaux/communautaires de prévention de prévention des conflits Niveau de référence : 0% Cible : 90% Localisation : niveau régional	Rapports d'activités du projet U-Report	Avant mise en œuvre du projet, à mi-parcours et à la fin du projet	92 748,59
	Activité 1.2.2 : Élaboration d'un plan d'action local sur la participation de la jeunesse aux instances de prise de décision relative à la prévention et à la gestion de conflits.	Indicateur 1.2.2 : Nombre de sessions de plaidoyer/communication tenues et de campagnes de dissémination du plan local par département Niveau de référence : 0 Cible: 10 Localisation : niveau local	Compte rendu des sessions; Plan d'action validé Rapport de mission de dissémination du plan local	Préparation Sessions	114 370
	Activité 1.2.3 : Appuis aux initiatives des OBC, OSC de jeunes/adolescents, femmes, leaders religieux et traditionnels en faveur de la redevabilité sociale, la diversité culturelle et la prévention et résolution des conflits à travers des mécanismes traditionnels de résolution des différends intra/inter communautaires et de médiation.	Indicateur 1.2.3 : Nombre OBC/OSC bénéficiaire des appuis. Niveau de référence : 0 Cible : 12 Localisation : niveau local	Rapports d'activités des OBC/OSC bénéficiaires.	Avant mise en œuvre du projet, à mi-parcours et à la fin du projet	124 886
	Activité 1.2.4. : Organisation de trois conférences internationales des femmes leaders pour assurer leur participation active et significative au processus de dialogue national et créer un espace de solidarité pour les femmes dans les dix régions du Cameroun et mettre en place un puissant mouvement des femmes pour la paix.	Indicateur 1.2.4 : Nombre de femmes participant aux travaux des instances de prise de décision Base de données : ND Cible : 200 femmes Localisation : niveau régional	Rapport d'activités	Organisation des rencontres internationales participatives impliquant les femmes leaders.	137 500

Résultat 2 : Le respect des droits humains et la protection des personnes vulnérables particulièrement les femmes, les jeunes et les enfants sont mieux assurés par les belligérants dans les zones cibles d'ici la fin du projet (Cible(s) ODD auxquels le projet contribue, le cas échéant) (Recommandations de l'Examen périodique universel des droits de l'homme auxquelles le projet contribue, le cas échéant, et l'année de l'Examen)	[redacted]	Indicateur 2.a. : - Nombre de violations de droits humains rapportés par les populations vivant dans les zones cibles d'ici la fin du projet (désagrégé par auteur des violations, types de violations, sexe, âge et régions des répondants) - Niveau de référence : AD Cible à 2021 : moins de 500 cas de violation de droits	Rapport d'exécution Sondage d'opinons		**460 000,000**
		Indicateur 2.b. : - % Des personnes dont les droits ont été violés (% de femmes, % de jeunes filles, % de jeunes garçons et % d'hommes) et qui ont rapporté leurs cas dans les institutions de l'Etat Niveau de référence : AD Cible : (90% de femmes, 95% de jeunes filles, 85% de jeunes garçons, 80% d'hommes)	Rapports d'exécution U-Report	Préparation Exécution Évaluation	

		Indicateur 2.c. : - % de victimes de violations de droits de l'homme qui ont eu accès à un soutien juridique, psychologique et/ou une compensation économique (désagrégé par sexe, âge, et régions d'origines) Niveau de référence : AD Cible : (Au moins 50% de femmes, 60% de jeunes filles, 50% de jeunes garçons et 50% d'hommes) des victimes de violations de droits de l'homme dans les communautés cibles rapportent avoir bénéficiés d'un soutient juridique, psychologique et/ou une compensation économique dans les communautés cibles d'ici la fin du projet	Rapports des acteurs de la chaine de réponse aux violences (OSC/OBC offrant services juridiques/des commissariats de police des communes cibles/prestataires de santé) FGS dans les communautés cibles avec victimes de droits de l'homme Sondages dans les communautés cibles/ KII U-Report	Préparation Exécution Évaluation	
	Produit 2.1 : Les forces de sécurité (FDS) exercent leurs fonctions dans le respect des principes d'un état de droit	Indicateur 2.1. : % de la population des zones cibles qui affirment que les FDS respectent leurs droits humains d'ici la fin du projet (désagrégé par sexe, âge, et régions d'origines) Niveau de référence : AD Cible : Au moins 75% des personnes interrogées affirment que les FDS respectent leurs droits humains Moyen de vérification : U-Report ; FGD ; KII Localisation : niveau local			**226 600**
	Activité 2.1.1 : Renforcement des capacités des forces de sécurité (FDS) y compris des polices municipales et comités de vigilance sur les Conventions de Genève, des droits de l'homme /le droit humanitaire international, les recommandations relatives à la protection des écoles et universités pendant les conflits ainsi que les recommandations sur la violence basée sur le genre et la protection de l'enfant.	Indicateur 2.1.1 : Nombre de formation par thème réalisé Niveau de référence : TBC Cible : 30 Localisation : niveau local	Rapports de formation	Identification Préparation Exécution Évaluation	64 500
	Activité 2.1.2 : Mise en place d'un cadre d'échanges et de concertations entre forces de sécurité et les acteurs communautaires sur les questions de violence communautaire, justice traditionnelle,	Indicateur 2.1.2 : Nombre de cadre de concertation formellement mis en place Niveau de référence : TBC Cible : 30 Localisation : niveau régional	Acte mettant en place le cadre de concertation.	Formation Mise en place du cadre de concertations	54 000

	droits de l'homme et le code pénal respectueux de la diversité culturelle.				
	Activité 2.1.3 : Appuyer les activités de communication et les cliniques juridiques au service des populations.	Indicateur 2.1.3 : Nombre d'activités de communication et de cliniques juridiques bénéficiaires d'appuis Niveau de référence : TBC Cible : 30 Localisation : niveau local	Supports de communication produits	Identification des messages Identification des supports et canaux Finalisation des outils Activités de communication	61 100
	Activité 2.1.4 : Renforcement/mise en place des « Gender/Child » Desks ('bureaux genre/enfant') au sein des unités FDS (Police et gendarmerie)	Indicateur 2.1.4 : Nombre de « Gender/Child » Desks opérationnel Niveau de référence : TBC Cible : 30 Localisation : niveau local	Rapports et Procès-verbaux d'activités	Préparation Exécution Évaluation	47 000
	Produit 2.2 : Les femmes, les enfants et les jeunes victimes de violence ont accès aux services holistiques et appropriés de soutien.	Indicateur 2.2 : % de femmes qui disent se sentir en sécurité au sein de leur communauté (données désagrégées par âge, régions, et faisant la distinction entre la journée/nuit) Niveau de référence : AD Cible : Au moins 25% Moyen de vérification : FGD / KII / U-Report Localisation : niveau local			**233 400**
	Activité 2.2.1: Mise en place et renforcement des capacités des systèmes d'alerte précoce pour la prévention des violences dont les violences basées sur le genre avec lignes vertes, ainsi que des systèmes de référence et contre référence impliquant les acteurs de la chaine de réponse aux violences	Indicateur 2.2.1 : Nombre de systèmes d'alerte précoce mis en place et renforcés.et renforcés Niveau de référence : TBC Cible : 30 Localisation : niveau local	Registre d'accueil, Fiches d'identification Fiches de référencement Fiches de suivi	Préparation Exécution Évaluation	102 900
	Activité 2.2.2 : Mise en place des services intégrés de prise en charge des violences dont les violences basées sur le genre (VBG) pour les survivants (déplacés internes ; réfugiés, retournés et populations hôtes) à travers un soutien holistique (orientation médicale, soutien juridique et judiciaire, économique, psychosocial, matériel).	Indicateur 2.2.2 : Nombre de structures d'encadrement de proximité bénéficiaires de services intégrés de prise en charge des violences. Nombre de dispositifs communautaires de soutien psychosocial Niveau de référence : TBC Cible : 30	Structures d'encadrement de proximité bénéficiaires de services intégrés de prise en charge des violences fonctionnelles ; Rapports d'activités	Préparation Exécution Évaluation	64 500

		Localisation : niveau local			
	Activité 2.2.3 Organisation de séances de sensibilisation sur la prévention des VBG, sur la santé de la reproduction, sur la prévention des pratiques néfastes traditionnelles auprès des services/autorités publiques, des communautés, y compris auprès des chefs traditionnels et religieux et dans le système de l'éducation formelle et non formelle.	Indicateur 2.2.3 : Nombre de séances de sensibilisation sur la prévention des VBG ; Nombre de leader traditionnel et religieux sensibilisé. Niveau de référence : TBC Cible : 30 Localisation : niveau local	Rapport d'activités	Préparation Exécution Évaluation	66 000
Résultat 3 : Le multiculturalisme, la culture de la paix et la cohabitation pacifique des peuples sont renforcées (Cible(s) ODD auxquels le projet contribue, le cas échéant) (Recommandations de l'Examen périodique universel des droits de l'homme auxquelles le projet contribue, le cas échéant, et l'année de l'Examen)	[redacted]	Indicateur 3.a. : - % de la population affectée (% de femmes, % de jeunes filles, % de jeunes garçons et % d'hommes) ayant bénéficié de l'aide par les populations non affectées Niveau de référence : 0% Cible: (90% de femmes, 80% de jeunes filles, 80% de jeunes garçons et de 95% d'hommes)	Rapports d'activités Sondage d'opinions u-report	Identification des cibles Préparation Exécution Évaluation	**526 455**
		Indicateur 3.b. : - % de la population non affectée (% de femmes, % de jeunes filles, % de jeunes garçons et % d'hommes) informés de la situation difficile des personnes affectées par les crises Niveau de référence : TBD Cible: (95% de femmes, 80% de jeunes filles, 90% de jeunes garçons et 95% d'hommes	Sondage d'opinions	Identification des cibles Préparation Exécution Évaluation	
	Produit 3.1 : La paix, le vivre ensemble, le multiculturalisme et la prévention des conflits sont promus aux niveaux local, régional et national	Indicateur 3.1. : Niveau de volonté affichée par les parties prenantes (acteurs et victimes d'exclusion) de collaborer régulièrement et équitablement entre elles pour la cohabitation pacifique/consolidation de la paix Niveau de référence : 0 Cible : 60% Localisation : niveau local, régional et nationl			**280 700**

	Activité 3.1.1 : Organisation de campagnes de promotion de la paix, promotion du multiculturalisme et du vivre ensemble / et de sensibilisation contre les messages de haine et de radicalisation	Indicateur 3.1.1.a. : nombre de campagnes de promotion de **la** paix, le vivre ensemble et la prévention des conflits organisées chaque année aux niveaux local, régional et national Niveau de référence : 0 Cible : 30 Indicateur 3.1.1.a. : nombre de campagnes de promotion de la paix, le vivre ensemble et la prévention des conflits organisées chaque année aux niveaux local, régional et national	Rapport d'activités	Avant mise en œuvre du projet, à mi-parcours et à la fin du projet	73 000
	Activité 3.1.2. : Les supports et outils de formation/sensibilisation et d'autoformation des femmes, des jeunes (y compris en milieu scolaire) (modules, didacticiel d'autoformation axés sur la consolidation de la paix, la citoyenneté, la connaissance de la résolution 2250, 2419 et 1325) – et sur la Déclaration universelle sur la diversité culturelle sont conçus et élaborés	Indicateur 2.1.1 : Nombre de modules de formation/ didacticiel d'autoformation élaborés en français et en anglais Niveau de référence : 0 Cible : 6 Localisation : niveau régional	Rapport de l'atelier de production du didacticiel/des modules Existence des didacticiels	Organisation des ateliers de production des didacticiels	55 000
	Activité 3.1.3 : Appui du CNPBM dans la conception, l'élaboration et la diffusion des microprogrammes radiophoniques et télévisés en français et en anglais sur la participation des jeunes à la consolidation de la paix et à la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme	Indicateur : Nombre de microprogramme produits et diffusés sur les chaines radios et TV de grandes envergures Niveau de référence : 0 Cible : 1000 Localisation : niveau local, régional et national	Existence des microprogrammes	Organisation des ateliers multisectoriels d'élaboration des messages Production des microprogrammes	42 000
	Activité 3.1.4. : Traduction des capsules radiophoniques en langues locales sur la participation des jeunes à la consolidation de la paix et à la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme et diffusion dans les stations de radios régionales et communautaires	Indicateur : Nombre de microprogramme traduits et diffusés dans les stations de radios régionales et communautaires Niveau de référence : 0 Cible : 300 Localisation : niveau local et régional	Grilles des programmes des radios – Rapports de clubs d'écoute	Production des microprogrammes Traduction en langues nationales	30 700
	Activité 3.1.5. Plaidoyer et appui à la mise en œuvre du cadre légal existant en faveur	Indicateur 3.1.2. : Niveau de référence : O Cible:1	Rapport des consultations menées aux niveaux national,		35 000

	de la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme au Cameroun	Localisation : niveau local, régional et national	régional, départemental et communautaire		
	Activité 3.1.6. : Mise sur pied d'une plateforme nationale et accompagnement des journalistes, des web-journalistes, CNC, CNPBM pour le vivre-ensemble auprès des femmes, jeunes, DPI, retournés et campagnes trimestrielles sur le programme « Defy Hate Speech ».	Indicateur 3.1.2 Plateforme nationale fonctionnelle ; Niveau de référence : 0 Cible: 1 Nombre de campagnes organisé Niveau de référence : 0 Cible: 12 Localisation : niveau régional et national	L'acte de création de la plateforme Rapports d'activités de la plateforme.		45 000
	Produit 3.2 : L'approche « consolidation de la paix » sensible au genre, jeunes est intégrée dans les politiques, les stratégies sectorielles, et les plans de développement au niveau local et national	Indicateur 3.2 : Nombre de documents (politiques, stratégies sectorielles et plan de développement) Niveau de référence: 0 Cible: (politique :01 – stratégies sectorielles : 05 – plan de développement :30) Sources : rapports d'activités – rapports de suivi – grille de relecture Localisation : niveau local et national			**245 755**
	Activité 3.2.1 : Conduite d'études nationales, de sondages d'opinions périodiques sur le vivre-ensemble inclusif des PDI, retournés, pour alimenter et conforter les efforts de consolidation de paix	Indicateur 3.2.1 Nombre d'études et de Sondage d'opinion réalisé Nombre d'enquêtes sur les connaissances, attitudes et connaissances (CAP) réalisées. Niveau de référence : 0 Cible : 6 Localisation : niveau régional et national	Rapports d'études ; Résultats des sondages Enquête CAP.		49 500
	Activité 3.2.2 : Appui à la prise en compte des dimensions genres, jeunes et enfants dans le plan d'action de la commission nationale du bilinguisme et du multiculturalisme	Indicateur 3.2.2 : nombre de de séminaires et de formation sur l'intégration des dimensions genre, jeunes et enfants dans les initiatives de construction/consolidation de la paix et de promotion du bilinguisme et du multiculturalisme Niveau de référence: 0	Plan d'action intégrant les dimensions genre, jeunes et enfants dans les initiatives de construction/consolidation de la paix et de promotion du construction/consolidation de la paix	Organisation de concertations Organisation des séminaires de formation et de plaidoyer	69 000

		Cible: 06 Localisation : niveau local et régional			
	Activité 3.2.3 : Renforcement des capacités techniques des collectivités décentralisées (CTD) sur la prise en compte des jeunes et des femmes dans la consolidation de la paix et la promotion du multiculturalisme	Indicateur 3.2.3 : Nombre des CTD renforcées Base de données : TBC Cible : 30 Localisation : niveau local	Liste des communes	Identification des CTD Formation	41 255
	Activité 3.2.4 : Plaidoyer pour la révision des plans communaux de développement (PCD) pour la prise en compte de l'appui des jeunes et des femmes dans la consolidation de la paix, de prévention/résolution des conflits et de la promotion du multiculturalisme.	Indicateur 1.2.2 : Nombre de sessions de plaidoyer/communication tenues et de campagnes de dissémination du plan local par département Niveau de référence : 0 Cible : 30 Localisation : niveau local national	Compte rendu des sessions; PCD révisés	Préparation Sessions	36 000
	Activité 3.2.5. : Communication et visibilité	Indicateur 3.2.3. Nombres d'outils d'informations/communication et de documentation produits et diffusés Niveau de référence : 0 Cible : 60 Localisation : niveau local et national	Plan de communication Outils d'informations du public Outils de visibilité Press Book and Review Rapport mensuel de visibilité		50 000

Annex C: Liste de vérification pour le lancement du projet

Question	OUI	NON	Commentaire
1. Les partenaires de mise en œuvre ont-ils tous été identifiés ? Si non, quelles étapes restent et le chronogramme	X		
2. Les termes de référence pour le personnel clef sont-ils finalisés et prêts à être lancés ? Veuillez attache	X		
3. Les sites d'intervention du projet ont-ils été identifiés ? Si non, quelles étapes restent et le chronogramme	X		
4. Les communautés locales et les représentants du gouvernement ont-ils été consultés sur l'existence du projet ? Veuillez expliquer quand cela a été fait ou quand ce sera fait.	X		
5. Une analyse préliminaire / identification des leçons apprises / activités existantes a-t-elle été effectuée	X		
6. Les critères de détermination des bénéficiaires ont-ils été identifiés ? Si non, quelles étapes restent et le chronogramme	X		
7. Des accords ont-ils été mis en place avec la contrepartie nationale pertinente au sujet de la mise en œuvre du projet entre les agences bénéficiaires ?	X		
8. Des arrangements clairs ont-ils été prévus concernant la stratégie de mise en œuvre entre les différente agences bénéficiaires ?	X		
9. Quelles sont les autres activités de préparation devant être entreprises avant que le projet ne démarre et combien de temps sera-t-il nécessaire pour les effectuer ?	N/A		